



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial 178.2021 - édition du 22/07/2021



PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Délégation départementale
des Alpes-Maritimes

Arrêté préfectoral n° 2021-768

Relatif au traitement de l'insalubrité du local situé 18 avenue Pauliani à Nice (06000), au 4^{ème} étage de l'immeuble, mansarde n°6, porte n°9, section cadastrale LE 243 – lot n°35

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment le titre I^{er} du livre V et les articles L.511-1 à L.511-18, L.511-22, L.521-1 à L.521-4, L.541-1 et suivants et R.511-1 et suivants ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-22, L.1331-23 et L.1331-24 ;

VU le décret n° 2020-1711 du 24 décembre 2020 relatif à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 1980 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport motivé des inspectrices de salubrité assermentées du service communal d'hygiène et de santé de la ville de Nice (SCHS) du 10 février 2021 concernant le local situé 18 avenue Pauliani à Nice, cadastré LE 243, lot n°35 ;

VU le courrier du 4 juin 2021 engageant la procédure contradictoire adressé en recommandé avec accusé de réception à Mme Marie-Françoise ADISSON, propriétaire dudit local, domiciliée 611 chemin Val de Pome « Les Jardins de Pomone » à Biot (06410), l'informant qu'une procédure de traitement de l'insalubrité allait être engagée concernant le logement, occupé par M. Mohamed BELLOUT ;

CONSIDERANT que les observations formulées par Mme Marie-Françoise ADISSON, dans le cadre de la phase contradictoire, nécessitent des études complémentaires et ne sont pas de nature à remettre en cause la réalité et la persistance des dangers constatés ;

CONSIDERANT le rapport du SCHS de Nice du 10 février 2021 constatant que ce local constitue un danger pour la santé des personnes, notamment compte tenu des désordres suivants :

- une hauteur sous-plafond insuffisante de la pièce de vie, inférieure à 2,20 m sur la totalité de sa superficie ;
- une surface habitable de cette pièce de vie nulle au regard du critère de la hauteur sous-plafond ;
- un éclairage naturel insuffisant pour permettre l'exercice des activités normales de l'habitation sans le secours de la lumière artificielle, en outre la disposition des fenêtres de toit ne permet pas de vue horizontale ;
- un dispositif de ventilation inefficace ne permettant pas l'extraction de l'air vicié et l'humidité entraînant des manifestations d'humidité ;
- une communication direct du bac de douche avec le coin cuisine sans cloison séparative ;



CONSIDERANT que cette situation d'insalubrité au sens des articles L.1331-22 et L.1331-23 du code de la santé publique est susceptible d'engendrer les risques sanitaires suivants :

- survenue ou aggravation de pathologies notamment maladies pulmonaires, asthmes et allergies ;
- atteintes à la santé mentale avec développement de troubles psychologiques, notamment syndromes dépressifs ;
- survenue de troubles de la vue ;
- survenue ou aggravation de pathologies notamment gastro-intestinales, maladies infectieuses ou parasitaires ;

CONSIDERANT que le local est par nature impropre à l'habitation ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu d'ordonner les mesures pour faire cesser ce danger dans un délai fixé ;

SUR PROPOSITION du directeur du service communal d'hygiène et de santé de la ville de Nice

ARRETE

Article 1er :

Afin de faire cesser la situation d'insalubrité dans le local situé 18 avenue Pauliani à Nice, cadastré LE 243, lot n°35, Mme Marie-Françoise ADISSON est tenue de faire cesser la mise à disposition du local à des fins d'habitation dans un délai de **SIX MOIS** à compter de la notification du présent arrêté et de procéder au relogement de l'occupant, M. Mohamed BELLOUT.

Article 2 :

Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés et du danger encouru par l'occupant, le local susvisé est interdit à l'habitation à titre gracieux ou onéreux dans un délai de **SIX MOIS** à compter de la notification du présent arrêté.

La personne mentionnée à l'article 1 doit, dans un délai de **TROIS MOIS** à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre de relogement qu'elle a proposée à l'occupant pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L. 511-18 du code de la construction et de l'habitation.

A défaut pour la personne concernée d'avoir assuré le relogement de l'occupant, celui-ci sera effectué par l'autorité publique, aux frais de la propriétaire, conformément à l'article L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Les locaux étant frappés d'une interdiction d'habiter, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droits leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'au départ du locataire.

Article 3 :

La non-exécution des mesures prescrites par le présent arrêté dans les délais fixés expose la personne mentionnée à l'article 1 au paiement d'une astreinte financière calculée en fonction du nombre de jours de retard, dans les conditions prévues à l'article L. 511-15 du code de la construction et de l'habitation.

Article 4 :

La personne mentionnée à l'article 1 est tenue de respecter la protection de l'occupant dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 5 :

Si la personne mentionnée à l'article 1 a fait réaliser, de sa propre initiative, des travaux permettant de résorber cette situation d'insalubrité (suppression de l'impropriété à l'habitation de ce local), la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité et de l'interdiction d'habiter pourra être prononcée qu'après constatation, par les agents compétents, de la réalisation des travaux de sortie d'insalubrité.

Cette personne tient à la disposition de l'administration tous justificatifs attestant de la bonne réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

Article 6 :

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent est passible des sanctions pénales prévues par l'article L. 511-22 du code de la construction et de l'habitation.

Le non respect des dispositions protectrices de l'occupant prévues par les articles L. 521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation est également passible de poursuites pénales dans les conditions prévues par l'article L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié à la personne mentionnée à l'article 1 par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant la date certaine à la réception ainsi qu'à l'occupant. Il sera affiché à la mairie de Nice et sur la façade de l'immeuble concerné.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes-Maritimes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé - EA 2 - 14 avenue Duquesne - 75350 Paris 07 SP) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Nice (18 avenue des Fleurs, 06000 Nice) également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le présent arrêté est publié au fichier immobilier dont dépend l'immeuble. Il est transmis au maire de Nice, au président de la métropole Nice Côte d'Azur, au procureur de la République, aux organismes payeurs des allocations de logement et de l'aide personnalisée au logement du lieu de situation de l'immeuble, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département, conformément à l'article R.511-7 du code de la construction et de l'habitation.

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le directeur général de l'agence régionale de santé de Provence Alpes Côte d'Azur, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités, le commissaire de police de Nice, le maire de Nice et le directeur du service communal d'hygiène et de santé de la ville de Nice sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le **22 JUL. 2021**

Le préfet des Alpes-Maritimes

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, chargée de mission
politique de la ville et politiques sociales
SGA 4535


Patricia VALMA

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Agence régionale de santé
Provence Alpes Côte d'Azur
Délégation départementale
des Alpes-Maritimes

ARRETE n° 2021-770
abrogeant l'arrêté préfectoral
n°21-656 et réglementant la
consommation de l'eau délivrée
sur la commune de Roquefort les
Pins.

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU la directive 98/83 CE du conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1324-1 à L.1324-5 et R.1321-1 à R.1321-5, R. 1321-29 et R. 1321-30 ;
- VU les articles L 2212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs aux dispositions en matière de pouvoir de police du maire ;
- VU les articles R.732-1 et suivants du code de la sécurité intérieure ;
- VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret du 24 avril 2019 portant nomination de Monsieur Bernard GONZALEZ, en qualité de préfet des Alpes-Maritimes ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique ;
- VU la circulaire DGS/SD7A n°45 du 5 février relative au contrôle des paramètres plomb, cuivre et nickel dans les eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU la circulaire DGS/SD7A/2004/602 du 15 décembre 2004 relative à la gestion du risque sanitaire en cas de dépassement des limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine pour les paramètres antimoine, arsenic, fluor, plomb et sélénium en application des articles R.1321-26 à R.1321-36 du code de la santé publique ;
- VU la circulaire DGS/SD7A/2006/110 du 8 mars 2006 relative à la gestion du risque sanitaire en cas de dépassement des exigences de qualité des eaux destinées à la consommation humaine pour les paramètres chlorure de vinyle, nickel, chlorures et fluor en application des articles R.1321-26 à R.1321-36 du code de la santé publique ;

- VU l'arrêté préfectoral n°21-656 réglementant la consommation de l'eau délivrée sur la commune de Roquefort les Pins ;
- VU les modifications d'alimentation et les purges menées sur les réseaux de la commune ;
- VU les résultats des analyses diligentées par Véolia et l'ARS les 15 et 16 juillet ;
- VU les études techniques fournies par Véolia concernant la probable origine de la dégradation de la qualité de l'eau et les dossiers de demande d'autorisation de modification des filières de traitement déposés auprès de l'agence régionale de santé;

CONSIDERANT que la dégradation de la qualité de l'eau distribuée est liée à la corrosivité de l'eau issue du champ captant des Pugets (nappe alluviale du Var) ;

CONSIDERANT que le recours au champ captant des Pugets pour alimenter la commune a été suspendu dans l'attente de la mise en service d'un traitement de mise à l'équilibre de l'eau par ajustement du pH ;

CONSIDERANT les délais nécessaires à la pleine efficacité des mesures proposées par VEOLIA ;

CONSIDERANT que la corrosion des canalisations peut être limitée plus rapidement en ayant recours à des inhibiteurs de corrosion tels que des polyphosphates, orthophosphates ou des polysilicates ;

CONSIDERANT que des purges ont été conduites sur l'ensemble du réseau de distribution ;

CONSIDERANT que les résultats analytiques révèlent une baisse significative de la fréquence des non conformités et des concentrations en plomb et nickel dans l'eau ;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé :

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté préfectoral n°21-656 du 24 juin 2021 réglementant la consommation de l'eau délivrée sur la commune de Roquefort les Pins est abrogé.

Article 2

L'eau peut de nouveau être consommée par la population en respectant une purge préalable de deux minutes avant d'utiliser l'eau pour la boisson, la préparation des aliments et l'hygiène bucco-dentaire ;

L'exploitant informera les usagers de la levée de cette mesure de précaution, lorsqu'elle sera validée par l'agence régionale de santé au vu des résultats analytiques ;

Article 3

L'exploitant est autorisé à ajuster le pH par ajout de soude lorsque cela s'avère nécessaire et à injecter l'un des inhibiteurs de corrosion proposés dans le dossier déposé auprès de l'agence régionale de santé le 07 juillet 2021, en intégrant le suivi analytique du pH et des teneurs résiduelles de ces composés aux points de mise en distribution et en distribution ;

Article 4

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité de l'eau selon un programme analytique évolutif établi en concertation avec l'agence régionale de santé, destinataire des résultats.

Article 5

Le présent arrêté est affiché en mairie de Roquefort les Pins, en un lieu visible pour les usagers. L'exploitant informe sans délai les usagers des dispositions du présent arrêté.

Article 6

Copie du présent arrêté est transmise au président de la communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis, au maire de Roquefort les Pins, au secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, à la sous préfète de Grasse et au directeur départemental de l'ARS-délégation départementale des Alpes-Maritimes.

Article 7

Le présent arrêté peut faire, l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes-Maritimes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé - EA 2 - 14 avenue Duquesne - 75350 Paris 07 SP), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Nice (18 avenue des Fleurs, 06000 Nice) également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 8

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, la sous-préfète de Grasse, le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte -d'Azur, le président de la communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis et le maire de Roquefort les Pins sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 22 JUL. 2021

Le préfet des Alpes-Maritimes

Bernard GONZALEZ

CAB 4353



ARRÊTÉ n° 2021-767

Portant réquisition exceptionnelle dans le cadre d'une opération d'équarrissage

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002,

Vu le règlement n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive,

Vu l'arrêté du 8 décembre 2011 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés en application du règlement (CE) n° 1069/2009 et du règlement (UE) n° 142/2011,

Vu l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services,

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 226-1 à L. 226-10 et R.226-1 à R.226-15 relatifs à l'équarrissage et l'article L. 228-5 fixant les dispositions pénales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2215-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R. 642-1,

VU le décret n° 62-367 du 26 mars 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 susvisée,

VU le décret n° 2005-1220 du 28 septembre 2005 modifié pris pour l'application

de l'article L. 226-1 du code rural et de la pêche maritime,

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de Préfet des Alpes-Maritimes (hors classe),

Considérant l'urgence à collecter les cadavres d'animaux dans les délais prescrits à l'article L.226-6 du code rural et de la pêche maritime afin d'éviter tous risques sanitaires et environnementaux,

Considérant que les cadavres d'animaux ne peuvent être collectés que par des équarisseurs,

Considérant l'impossibilité du prestataire avec lequel FranceAgriMer a passé un marché public notamment à cette fin de collecter les cadavres d'animaux, et la nécessité, au titre de l'intérêt général, pour de motifs de santé et de salubrité publique, d'assurer la collecte des cadavres animaux y compris dans des circonstances exceptionnelles ;

Sur proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1er :

Suite au foudroiement de 6 vaches et 13 veaux sur les hauteurs de la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée (06240) survenu lundi 19 juillet à 2 000 mètres d'altitude dans un secteur inaccessible aux véhicules et après l'évaluation sur site effectuée par la DDPP, le SDIS et l'ARS qui conclut à un risque sanitaire avéré, il est nécessaire de déployer, en urgence, des moyens importants avec hélitreuillage pour l'évacuation des cadavres d'animaux d'un poids total approximatif de 9 tonnes.

Article 2 :

Requiert la société SAF HELICOPTERES (siret 328 759 881 00035) dont le siège social est situé Aérodrome d'Albertville route de l'aérodrome 73460 Tournon, pour procéder à l'enlèvement des cadavres d'animaux par hélitreuillage.

Article 3 :

Sur la base du devis présenté, la prestation de l'entreprise SAF HELICOPTERES sera facturée au prix de 3024 euros TTC (2520€ HT) à l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), 12, rue Henry Rol-Tanguy TSA 20002 - 93100 Montreuil, **sous couvert de la direction départementale de la protection des populations** qui atteste le service fait.

L'entreprise SAF HELICOPTERES transmettra sa facture dématérialisée à FranceAgriMer (SIRET n° 130 006 364 00017) via le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- **code service : 41002 – SPE**
- **N° Engagement juridique : 2020 – 0001877**

Article 4 :

L'inexécution du présent arrêté sera poursuivie conformément aux dispositions de l'article R.642-1 du code pénal sur constats des maires effectués dans le cadre de leurs pouvoirs d'officiers de police judiciaire.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice dans les deux mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes, le sous-préfet Nice-Montagne, la directrice départementale de la protection des populations, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, la directrice générale et l'agent comptable de FranceAgriMer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Fait à Nice, le 22 juillet 2021,

*Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet
CAB 4576*



Benoit HUBER



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service eau, agriculture,
forêt, espaces naturels**

Réf. :DDTM/SEAFEN n° 2021-146

Nice, le 22/07/2021

**ARRÊTÉ
portant application du régime forestier sur la commune de Amirat**

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code forestier, notamment en ses articles L 211.1, L 214.3 et R 214.8 ;
Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Amirat en date du 19 juin 2021 ;
Vu l'avis du directeur de l'agence territoriale Alpes-Maritimes Var de l'office national des forêts en date du 20 juillet 2021 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-179 du 12 février 2021 donnant délégation de signature à monsieur Pascale JOBERT, directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;
Vu l'arrêté n° 2021-624 du 17 juin 2021 donnant subdélégation de signature aux cadres de la direction départementale des territoires et de la mer ;
Considérant le plan des lieux ;
Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

ARRÊTE

Article 1^{er}. - Le régime forestier est appliqué sur les parcelles de terrain situées sur la commune de Amirat et appartenant à la commune de Amirat, désignées dans le tableau ci-dessous pour une surface totale de 51 ha 17 a 20 ca.

SECTION	N° PLAN	LIEU-DIT	SURFACE (ha)
C	21	LA FAYE	5.9710
C	186	MAUCOUAL	10.7810
C	197	PICHASTRE	7.5390
C	198	GARGORY	0.8630
C	199	GARGORY	5.4100
C	202	GARGORY	7.4020
C	578	LE COLLET DE LA GLAYE	9.3260
C	579	LE COLLET DE LA GLAYE	3.8800
TOTAL			51.1720

Article 2. – La nouvelle surface de la forêt communale de Amirat relevant du régime forestier est de 92 ha 49 a 40 ca.

Article 3. - Le présent arrêté est susceptible d'un recours auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 4. - Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de la commune de Amirat, le directeur territorial de l'office national des forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune de Amirat et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le préfet et par délégation

l'adjoint au chef de service


Pierre BOUTOT



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service eau, agriculture,
forêt, espaces naturels**

Réf. : DDTM-SEAFEN-AP n°2021-145

Nice, le

22 JUIL. 2021

ARRÊTÉ

modificatif relatif à la composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L. 112-1-1 et D. 112-1-11 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles R. 133-1 et suivants ;

Vu le décret n°2015-644 du 9 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-032 du 11 mars 2019 fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles habilitées à siéger dans les commissions, comités professionnels ou organismes mentionnés au I de l'article 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021- 138 du 12 juillet 2021 ;

Considérant les propositions des structures concernées ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ,

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'arrêté préfectoral n° 2021-138 susvisé est abrogé.

Article 2 - La composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) des Alpes-Maritimes, placée sous la présidence du préfet ou de son représentant, est la suivante, à compter du 1^{er} août 2021 :

1° – Le président du conseil départemental ou son représentant ;

2° – Deux maires désignés par l'association des maires du département dont au moins un représentant d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale situé en tout ou partie en zone de montagne :

- M. Gérard MANFREDI, Maire de Roquebillière
suppléant : M. Paul BURRO, Maire de Belvédère

- M. Sébastien OLHARAN, Maire de Breil sur Roya
suppléant : M. Michel LOTTIER, Maire de Blausasc

3° – Le président d'un établissement public ou d'un syndicat mixte mentionné à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme :

- M. Jérôme VIAUD, président du syndicat mixte intercommunal du SCoT Ouest
suppléant : M. Emmanuel DELMOTTE, vice-Président de la CASA

4° – Le président du conseil de la métropole Nice Côte d'Azur, ou son représentant ;

5° – Le président de l'association départementale des communes forestières ou son représentant ;

6° – Le directeur de la direction départementale des territoires et de la mer ou son représentant ;

7° – Le président de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes ou son représentant ;

8° – Au titre des organisations syndicales départementales d'exploitants agricoles habilitées :

- le porte-parole de la confédération paysanne (CP) ou son représentant ;
- le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Alpes-Maritimes (FDSEA) ou son représentant ;
- le président des jeunes agriculteurs (JA) ou son représentant ;

9° – Au titre d'une association locale affiliée à un organisme national à vocation agricole et rurale agréé :

- M. Pierre FABRE, président de Terre de Liens PACA
suppléante : Mme Nathalie DUBUS

10° – Un membre proposé par une organisation représentative des propriétaires agricoles dans le département :

- M. Claude VINCENTI, représentant de la section des propriétaires ruraux de la FDSEA
suppléante : Mme Carine DALMASSO

11° – La présidente du syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant ;

12° – le président de la fédération départementale des chasseurs ou son représentant ;

13° – Le président de la chambre départementale des notaires ou son représentant ;

14° – Les présidents de deux associations agréées de protection de l'environnement :

- Mme Francine BEGOU-PIERINI pour le groupement des associations de défense des sites et de l'environnement de la Côte d'Azur (GADSECA)
suppléant : M. Bernard HEUSE

- Mme Odette MOUHAD pour la fédération d'action régionale pour l'environnement (FARE)
suppléante : Mme Ariane MASSEGLIA

15° – Le cas échéant, M. le directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO) ou son représentant.

Article 3 – Un représentant de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural compétente pour le département participe aux réunions avec voix consultative.

Le directeur de l'agence locale de l'office national des forêts (ONF) siège avec voix consultative, lorsque la commission traite de questions relatives aux espaces forestiers.

Article 4 – Les membres de la commission mentionnés aux 2°, 3°, 9°, 10° et 14° sont nommés pour une durée de six ans, renouvelable, par arrêté du préfet.

Les règles de fonctionnement de la commission sont précisées par un règlement intérieur.

Article 5 – Le présent arrêté peut être contesté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Nice.

Article 6 – Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Le Préfet des Alpes-Maritimes

CAB 057

Bernard GONZALEZ



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
des Alpes-Maritimes**

**Service Habitat
et
Renouvellement Urbain**

ARRÊTÉ N° 2021.771

Portant délégation de l'exercice du droit de préemption à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur en application de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme pour l'acquisition d'un bien bâti avec terrain attenant d'une superficie d'environ 846 m² à détacher de la parcelle cadastrée section DP 284 d'une contenance de 1434 m² et sis 1400 chemin des Combes sur la commune d'Antibes.

**Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9-2 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L.210-1, dans sa rédaction résultant de l'article 39 de la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, modifié par l'article 98 de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-927 du 22 décembre 2020 prononçant la carence définie par l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2017-2019 pour la commune d'Antibes ;

VU le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Antibes approuvé par délibération du conseil municipal du 29 mars 2019 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune d'Antibes en date du 13 mai 2011 maintenant les droits de préemption urbain simple et renforcé dans l'ensemble des zones urbaines U délimitées dans le plan local d'urbanisme,

VU les objectifs de production de logements locatifs sociaux de la commune d'Antibes fixés pour la période triennale 2020-2022 à 2889 logements et précisés à la commune par courrier en date du 6 novembre 2020 ;

VU la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) souscrite par Maître Stéphane VILLEMIN, notaire à Antibes, reçue en mairie d'Antibes le 30 juin 2021 et portant sur la vente par Monsieur Claude Jean-Louis FORNERIS, placé sous tutelle et représenté par Madame Myriam BORDANAVA, d'un bien bâti avec terrain attenant d'une superficie d'environ 846 m² à détacher de la parcelle cadastrée section DP 284 d'une contenance de 1 434 m² et sis 1400 chemin des Combes sur la commune d'Antibes, aux conditions visées dans la déclaration ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-179 du 12 février 2021 portant délégation de signature à M. Pascal JOBERT, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-624 du 17 juin 2021 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

CONSIDERANT que l'acquisition d'un bien bâti avec terrain attenant d'une superficie d'environ 846 m² à détacher de la parcelle cadastrée section DP 284 d'une contenance de 1 434 m² et sis 1400 chemin des Combes sur la commune d'Antibes, par l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, participe à la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction permettant la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat ou définis en application de l'article L 302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT le délai légal de 2 mois à compter de la communication de la déclaration d'intention d'aliéner pour faire part au propriétaire de l'intention d'acquiescer en application du droit de préemption et la possibilité de prolonger ce délai en application des dispositions des articles L.213-2, R.213-7 et D.213-13-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

ARRETE

Article 1er :

L'exercice du droit de préemption pour l'acquisition du bien défini à l'article 2 du présent arrêté est délégué à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme.

Le bien acquis contribuera à la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat en cohérence avec les objectifs déterminés en application de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation, et participera à l'opération d'aménagement en mixité sociale envisagée sur un périmètre élargi.

Article 2 :

Le bien concerné par le présent arrêté correspond à un bien bâti avec terrain attenant d'une superficie d'environ 846 m² à détacher de la parcelle cadastrée section DP 284 d'une contenance de 1 434 m² et sis 1400 chemin des Combes sur la commune d'Antibes.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'État et notifié aux intéressés.

Fait à Nice, le 22 JUIL 2021

le Directeur Départemental Adjoint
des Territoires et de la Mer
des Alpes-Maritimes
Délégué à la Mer et au Littoral

Mathieu EYRARD

Délais et voies de recours : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Nice. Le juge administratif peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
des Alpes-Maritimes**

**Service Habitat
et
Renouvellement Urbain**

ARRÊTÉ N° 2021-772

Portant délégation de l'exercice du droit de préemption à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur en application de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme pour l'acquisition d'un bien bâti d'une superficie totale au sol de 549 m², cadastré sections AE 325, AE 326, AE 327, AE 328, AE 329, AE 330, AE 331, AE 333 et sis 7-9 boulevard François Suarez, lots 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, sur la commune de la Trinité.

**Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9-2 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L.210-1, dans sa rédaction résultant de l'article 39 de la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, modifié par l'article 98 de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-945 du 22 décembre 2020 prononçant la carence définie par l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2017-2019 pour la commune de la Trinité ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2011 instituant le droit de préemption sur les zones urbaines et d'urbanisation future (U et AU) du plan local d'urbanisme de la commune de la Trinité ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2011 instituant le droit de préemption renforcé dans les périmètres du site Anatole France, axe Général De Gaulle et le Boulevard François Suarez ;

Vu les objectifs de production de logements locatifs sociaux de la commune de la Trinité fixés pour la période triennale 2020-2022 à 190 logements et précisés à la commune par courrier en date du 6 novembre 2020 ;

VU la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) souscrite par Maître Céline BRUNET-BECK, notaire à Puget-Théniers, reçue en mairie de la Trinité le 4 juin 2021 et portant sur la vente par Madame Alexandra BALZA d'un bien bâti d'une superficie totale au sol de 549 m², cadastré section AE 325, AE 326, AE 327, AE 328, AE 329, AE 330, AE 331, AE 333 et sis 7-9 boulevard François Suarez, lots 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, sur la commune de la Trinité, aux conditions visées dans la déclaration ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-179 du 12 février 2021 portant délégation de signature à M. Pascal JOBERT, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-624 du 17 juin 2021 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

CONSIDERANT que l'acquisition d'un bien bâti sis 7-9 boulevard François Suarez, lots 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, cadastré sections AE 325, AE 326, AE 327, AE 328, AE 329, AE 330, AE 331, AE 333, par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, participe à la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction permettant la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat ou définis en application de l'article L 302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT le délai légal de 2 mois à compter de la communication de la déclaration d'intention d'aliéner pour faire part au propriétaire de l'intention d'acquiescer en application du droit de préemption et la possibilité de prolonger ce délai en application des dispositions des articles L.213-2, R.213-7 et D.213-13-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

ARRETE

Article 1er :

L'exercice du droit de préemption pour l'acquisition du bien défini à l'article 2 du présent arrêté est délégué à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme.

Les biens acquis contribueront à la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat en cohérence avec les objectifs déterminés en application de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation.

Article 2 :

Le bien concerné par le présent arrêté correspond à un bien bâti qui se situe sur la commune de La Trinité, 7-9 boulevard François Suarez, lots 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, cadastré sections AE 325, AE 326, AE 327, AE 328, AE 329, AE 330, AE 331, AE 333 et d'une superficie totale au sol de 549 m².

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'État et notifié aux intéressés.

Fait à Nice, le

22 JUIL 2021

le Directeur Départemental Adjoint
des Territoires et de la Mer
des Alpes-Maritimes
Délégué à la Mer et au Littoral


Mathieu EYRARD

Délais et voies de recours : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Nice. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes. Le juge administratif peut être saisi par l'application Télérécourse accessible à partir du site www.telerecours.fr. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer**

Réf. : 2021-57

Nice, le
22 JUL. 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Levant la prescription n°B4.1 (temporisation des poignées d'alarme) de l'arrêté préfectoral n°2019-159 autorisant la mise en service de la ligne 2 du réseau de tramways de Nice section en tunnel « Jean Médecin / Port Lympia »

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code des transports ;

Vu le décret n° 2017-440 du 30 mars 2017, relatif à la sécurité des transports publics guidés ;

Vu le décret n° 2010-1580 du 17 décembre 2010, relatif au service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG) ;

Vu l'arrêté du 23 mai 2003 modifié, relatif aux dossiers de sécurité des systèmes de transport public guidés urbains ;

Vu l'arrêté du 2 février 2011 portant organisation du STRMTG ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-159 du 13 décembre 2019 autorisant la mise en service de la ligne 2 du réseau de tramways de Nice section en tunnel « Jean Médecin / Port Lympia » ;

Vu l'arrêté n° 2021-179 en date du 17 juin 2021, portant délégation de signature à Monsieur Pascal JOBERT, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

Vu l'arrêté n° 2021-624 en date du 3 mai 2021, portant subdélégation de signature et de représentation aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

Vu l'avis favorable du STRMTG assorti d'observations en date du 19 juillet 2021, relatif à la levée de la prescription B4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-159, autorisant la mise en service de la ligne 2 du réseau de tramways de Nice section en tunnel « Jean Médecin / Port Lympia » ;

Considérant les documents listés ci-dessus ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1 : La prescription n°B4.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2019-159, autorisant la mise en service de la ligne 2 du réseau de tramways de Nice section en tunnel « Jean Médecin / Port Lympia », relative à la temporisation des poignées d'alarme, est levée sous réserve des observations listées ci-après :

- il est attendu la transmission au STRMTG de l'éventuel retour d'expérience liée aux temporisations de déverrouillage des portes en cas d'actionnement de la poignée d'alarme hors zone de dégagement de quais ;
- pour les modifications envisagées des rames concernant le logiciel des portes et les patins magnétiques, il est attendu la fourniture de dossiers d'intention, permettant de caractériser ces modifications au préalable de leur déploiement sur l'ensemble du parc des lignes 2 et 3.

Le STRMTG demande à disposer d'une attestation de réalisation et de conformité après mise en œuvre de la modification.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" ([https:// www.telerecour.fr](https://www.telerecour.fr)).

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, et monsieur le directeur général de la régie ligne azur, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes et dont l'ampliation sera adressée à monsieur le président de la métropole Nice-Côte-d'Azur.

le Directeur Départemental Adjoint
des Territoires et de la Mer
des Alpes-Maritimes
Délégué à la Mer et au Littoral

22 JUL. 2021

Mathieu EYRARD



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

NICE, LE 20 JUIL. 2021

DR Nice
37 AVENUE THIERS
06008 NICE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : JAUVERT Marine
Téléphone : 09 70 27 87 05
Télécopie : 04 93 16 94 81
Mél : dr-nice@douane.finances.gouv.fr

Décision 2021/4 du directeur régional à NICE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

COMBE Roger



Annexe I à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional *COMBE Roger*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
SOLIVERES Jose	60000	60000	60000	60000	60000
SCARFONE Raymond	60000	60000	60000	60000	60000
BOUVILLE Jean-Jacques	60000	60000	60000	60000	60000
CHEVALIER Hugues	60000	60000	60000	60000	60000
MILLIEN Patricia	60000	60000	60000	60000	60000

Annexe II à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional COMBE Roger
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
SOLIVERES Jose	illimité	60000	60000	60000	60000
SCARFONE Raymond	illimité	60000	60000	60000	60000
BOUVILLE Jean-Jacques	illimité	60000	60000	60000	60000
CHEVALIER Hugues	illimité	60000	60000	60000	60000
MILLIEN Patricia	illimité	60000	60000	60000	60000

Annexe III à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional COMBE Roger

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
ACHAHBOUNE Noura	15000	7500	1500	15000
CORNELIUS Sophie	15000	7500	1500	15000
FAVRE Nathalie	8000	4000	1500	10000
MANCINI Julien	8000	4000	1500	10000
PORTIER Bruno	15000	7500	1500	15000
RIBERO Claire	15000	7500	1500	15000
SOLIVERES Jose	15000	7500	1500	15000
ALCARAS Olivier	15000	7500	1500	15000
BOULLERIER Alexandra	15000	7500	1500	15000
OLIVIER Benoit	15000	7500	1500	15000
ROGET Florence	15000	7500	1500	15000
SANCEY Jean-Philippe	15000	7500	1500	15000
RASCHELLA Audrey	15000	7500	1500	15000
RIZZO Diego	15000	7500	1500	15000
DE MAISTRE Agnes	15000	7500	1500	15000
GOUIRAND Laetitia	15000	7500	1500	15000
KESIC Ivan	15000	7500	1500	15000
VILLAIN-MARAIS Jade	8000	4000	1500	10000
SCARFONE Raymond	15000	7500	1500	15000
BOUVILLE Jean-Jacques	15000	7500	1500	15000
CHEVALIER Hugues	15000	7500	1500	15000
MILLIEN Patricia	15000	7500	1500	15000
WOJTKOWIAK Christine	15000	7500	1500	15000
BILLY Herve	8000	4000	1500	10000
DRAPERI Laurence	8000	4000	1500	10000
EL AFOURI Wassim	15000	7500	1500	15000
GUERRERO Françoise	8000	4000	1500	10000
ROUX Frederic	8000	4000	1500	10000

SALENGRO Fabienne	15000	7500	1500	15000
TOURTE Angelique	8000	4000	1500	10000
ANDREOLETTI Anthony	4000	2000	1500	7500
BARNIER Erwan	8000	4000	1500	10000
BERNIGOLE Patrick	4000	2000	1500	7500
BOURGEOIS Brian	4000	2000	1500	7500
CARBONI Edith	4000	2000	1500	7500
CUTRI Antoine	15000	7500	1500	15000
DESSUPOIU Florian	8000	4000	1500	10000
ESPERTO David	4000	2000	1500	7500
ESPERTO Marine	4000	2000	1500	7500
HARAMBURU Thomas	4000	2000	1500	7500
HATTON Benjamin	4000	2000	1500	7500
HERMANN Astrid	8000	4000	1500	10000
HOCHART Fabien	8000	4000	1500	10000
JOUGIER Teddy	4000	2000	1500	7500
KNOCKAERT Jerome	8000	4000	1500	10000
LAPLANTE Olivier	4000	2000	1500	7500
LAPSZYNSKI Gaetan	8000	4000	1500	10000
LECA Gilles	8000	4000	1500	10000
MEKADMI Medhi	4000	2000	1500	7500
MERCURI Jean-Francois	4000	2000	1500	7500
NEDELEC Fabrice	8000	4000	1500	10000
PASCAL Jeremie	8000	4000	1500	10000
PIETRI Benjamin	8000	4000	1500	10000
PRADAYROL Marie	4000	2000	1500	7500
RENAUD Maxime	8000	4000	1500	10000
REVEL Xavier	4000	2000	1500	7500
SCHNEIDER Raphael	8000	4000	1500	10000
STACHURSKI Manon	8000	4000	1500	10000
TERFOUS Abdelhakim	8000	4000	1500	10000
VOGIN Vanessa	4000	2000	1500	7500
ACOSTA Cedric	15000	7500	1500	15000
BANTON Romain	4000	2000	1500	7500
BARTHELEMY Anais	8000	4000	1500	10000
BELLANDO Alexandre	8000	4000	1500	10000
BOUTIER Laurent	4000	2000	1500	7500

BUCHILLOT Sylvain	4000	2000	1500	7500
CHOLLEY Julie	4000	2000	1500	7500
DAVOUST Ludovic	4000	2000	1500	7500
DIJOL Florian	4000	2000	1500	7500
DUMOND Stephane	8000	4000	1500	10000
GALIBERT Olivier	8000	4000	1500	10000
GODIEN Olivier	4000	2000	1500	7500
HACHMI Sarah	4000	2000	1500	7500
HAOUZI Leila	4000	2000	1500	7500
HELIOS Kevin	4000	2000	1500	7500
HIARD Alexia	4000	2000	1500	7500
MAGHERINI Sebastien	4000	2000	1500	7500
MAMOLA Clement	4000	2000	1500	7500
MATOKO Djed	8000	4000	1500	10000
MILLETTI Philippe	4000	2000	1500	7500
MONTERO Alicia	4000	2000	1500	7500
PALAU Max	4000	2000	1500	7500
PERRIER Maelle	4000	2000	1500	7500
POMPOUYE Didier	4000	2000	1500	7500
PRIVET Jonathan	8000	4000	1500	10000
ROCCA Alexandre	8000	4000	1500	10000
ROMERO Florent	4000	2000	1500	7500
SALAUN Christophe	4000	2000	1500	7500
SOLERE Jordan	4000	2000	1500	7500
SUZANNE Cedric	8000	4000	1500	10000
TANTON Marianne	8000	4000	1500	10000
TIBERT Cyril	4000	2000	1500	7500
VAN EECKE Justine	8000	4000	1500	10000
VERON Dominique	8000	4000	1500	10000
ABARI Sami	8000	4000	1500	10000
ALVES Elisabeth	15000	7500	1500	15000
AMELLA Denis	4000	2000	1500	7500
AMIEL Florian	4000	2000	1500	7500
ANDREU Laure	4000	2000	1500	7500
ARTIERI Jenny	4000	2000	1500	7500
AUJOLAS Audrey	8000	4000	1500	10000
BARREIRO Guy	8000	4000	1500	10000

BARRERA Valerie	4000	2000	1500	7500
BAZETOUX Alain	8000	4000	1500	10000
BEDOUET Alexandre	8000	4000	1500	10000
BENEDETTO Christophe	4000	2000	1500	7500
BERETTA Amelyne	4000	2000	1500	7500
BERNAL Stephane	4000	2000	1500	7500
BERNAL Christelle	4000	2000	1500	7500
BEYER Guy-Bernard	4000	2000	1500	7500
BIZEAU Myriam	4000	2000	1500	7500
BOUDROT Joelle	4000	2000	1500	7500
BROVIA Sylvie	8000	4000	1500	10000
CAILLEAUD Laurent	8000	4000	1500	10000
CALLEA Marc	4000	2000	1500	7500
CIAIS Christophe	4000	2000	1500	7500
CIRILLO Florent	8000	4000	1500	10000
CLAVERIE Vanessa	4000	2000	1500	7500
CONSIGLIO Stephane	8000	4000	1500	10000
COURTINE Marie-Laure	4000	2000	1500	7500
CUISINIER Cecilia	8000	4000	1500	10000
DELEAGE Jean-Pierre	15000	7500	1500	15000
DEMAY Marianne	4000	2000	1500	7500
DOISON Sebastien	8000	4000	1500	10000
FERNANDEZ Cedric	4000	2000	1500	7500
FIORUCCI Julien	4000	2000	1500	7500
FRANCOIS Nadine	4000	2000	1500	7500
GATEAU Fabien	8000	4000	1500	10000
GOZZI-ETERNO Laure	4000	2000	1500	7500
GRIT Laetitia	8000	4000	1500	10000
GUIVARC'H Cyril	8000	4000	1500	10000
HAMADA Abdelaziz	4000	2000	1500	7500
JEANSAUME Gwenaelle	8000	4000	1500	10000
LAGIER TOURAINÉ David	8000	4000	1500	10000
LAULOM Stephane	8000	4000	1500	10000
LE RAY Jerome	8000	4000	1500	10000
LEBEAU BONNARD Nicole	4000	2000	1500	7500
LEGRAND Patrice	8000	4000	1500	10000
LELIEVRE Yvan	4000	2000	1500	7500

LENNE Kevin	4000	2000	1500	7500
LEROUGE Gerome	4000	2000	1500	7500
MABON Martine	8000	4000	1500	10000
MALLET Amelie	8000	4000	1500	10000
MANSY Thomas	8000	4000	1500	10000
MARTINEZ Gerald	4000	2000	1500	7500
MARTINEZ Caroline	4000	2000	1500	7500
MATTEUZZI Olivier	4000	2000	1500	7500
MAUGNIE Lydie	8000	4000	1500	10000
MENETRIER Valerie	4000	2000	1500	7500
MILLERET Jean-Luc	8000	4000	1500	10000
MONTOYA Patrick	4000	2000	1500	7500
MORACCHINI Didier	4000	2000	1500	7500
MOUCLIER Ludovic	8000	4000	1500	10000
NIGLIO Kevin	4000	2000	1500	7500
NOVEL Stephane	8000	4000	1500	10000
PATERNOSTER Fabienne	8000	4000	1500	10000
PHILIP Elisabeth	8000	4000	1500	10000
PINARD Cecile	4000	2000	1500	7500
PONS Luc	4000	2000	1500	7500
PONZEVERA Isabelle	15000	7500	1500	15000
QUESADA Patrick	4000	2000	1500	7500
REDONDO Cyril	4000	2000	1500	7500
RODRIGUEZ Bernard	4000	2000	1500	7500
ROTELLA Virginie	4000	2000	1500	7500
ROUSSELIN Olivier	4000	2000	1500	7500
SABATHIE Francois	4000	2000	1500	7500
SCHARLY Christophe	8000	4000	1500	10000
SIMON Rose-Marie	4000	2000	1500	7500
SOUBIRAN Carole	8000	4000	1500	10000
TASSART Elisabeth	8000	4000	1500	10000
TENREIRO Francois	4000	2000	1500	7500
TESSIER Margaux	8000	4000	1500	10000
TEULON Philippe	4000	2000	1500	7500
VIZET Arnaud	8000	4000	1500	10000
WOJTKOWIAK Michel	8000	4000	1500	10000
WOLFE Xavier	8000	4000	1500	10000

ZAKY Saphinaise	8000	4000	1500	10000
BERNARDEAU-MOREAU Corinne	15000	7500	1500	15000
CARBONEL Daniele	8000	4000	1500	10000
FAUQUEMBERGUE Axel	4000	2000	1500	7500
GAIDON Francis	8000	4000	1500	10000
HAUTEVILLE Remi	15000	7500	1500	15000
LOOS Dominique	8000	4000	1500	10000
MARTINEZ Alban	15000	7500	1500	15000
MOLLIER Florent	15000	7500	1500	15000
MOULARD Mireille	15000	7500	1500	15000
POLLET Etienne	15000	7500	1500	15000
QUENET Catherine	4000	2000	1500	7500
SOULE DE BAS Dominique	15000	7500	1500	15000
WEISBERG Christiane	4000	2000	1500	7500
ZIELINSKI Mireille	8000	4000	1500	10000
BOUCHET BERT Philippe	8000	4000	1500	10000
CAPIROSSI Antoine	8000	4000	1500	10000
CROSET Marc	8000	4000	1500	10000
DEYA Muriel	15000	7500	1500	15000
SCHINDELHOLZ Chantal	8000	4000	1500	10000
CHAUVIN Jean-Marcel	15000	7500	1500	15000
CUZIN Patrice	8000	4000	1500	10000
GAGNE Gilles	15000	7500	1500	15000
GIORDANO Laurent	4000	2000	1500	7500
LUKIN Sandra	4000	2000	1500	7500
MEYER Gerald	15000	7500	1500	15000
MICHAILLE Anna	8000	4000	1500	10000
MAZOUÉ Maryse	8000	4000	1500	10000
NOSLEY Nicolas	8000	4000	1500	10000
PIERRON Frederique	4000	2000	1500	7500
SOULA Marie-France	4000	2000	1500	7500
TOMMATIS Alain-Gilles	15000	7500	1500	15000
BERNARD Regis	8000	4000	1500	10000
FERNANDEZ Lionel	8000	4000	1500	10000
GUILLERMIN Xavier	8000	4000	1500	10000
LEPILLER Cyril	8000	4000	1500	10000
MEISTER Laurent	8000	4000	1500	10000

ANCEAU Paul-Alexandre	8000	4000	1500	10000
DELAMAIDE Fabienne	4000	2000	1500	7500
DOLFI Jean-Marc	8000	4000	1500	10000
HENROTTE Dany	8000	4000	1500	10000
IBKANE Youssef	8000	4000	1500	10000
INTERNICOLA Sandy	4000	2000	1500	7500
JOSSE Gwenaelle	8000	4000	1500	10000
MACCHI Clementine	8000	4000	1500	10000
RACINE Patrick	8000	4000	1500	10000
VINCENZI Helene	8000	4000	1500	10000
BONNET Christian	4000	2000	1500	7500
BOUDROT Jean-Marc	8000	4000	1500	10000
OLHARAN Bernard	8000	4000	1500	10000
OLIVERO Audrey	8000	4000	1500	10000

Annexe IV à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional *COMBE Roger*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
SACERDOTE Corinne	6000	15000	30000
ACHAHBOUNE Noura	6000	15000	30000
CORNELIUS Sophie	6000	15000	30000
FAVRE Nathalie	1500	4000	10000
MANCINI Julien	1500	4000	10000
PORTIER Bruno	6000	15000	30000
RIBERO Claire	6000	15000	30000
SOLIVERES Jose	6000	15000	30000
ALCARAS Olivier	6000	15000	30000
BOULLERIER Alexandra	6000	15000	30000
OLIVIER Benoit	6000	15000	30000
ROGET Florence	6000	15000	30000
SANCEY Jean-Philippe	6000	15000	30000
RASCHELLA Audrey	6000	15000	30000
RIZZO Diego	6000	15000	30000
DE MAISTRE Agnes	6000	15000	30000
GOUIRAND Laetitia	6000	15000	30000
KESIC Ivan	6000	15000	30000
VILLAIN-MARAIS Jade	1500	4000	10000
SCARFONE Raymond	6000	30000	60000
BOUVILLE Jean-Jacques	6000	15000	30000
CHEVALIER Hugues	6000	30000	60000
MILLIEN Patricia	6000	30000	60000
WOJTKOWIAK Christine	6000	15000	30000
BILLY Herve	1500	4000	10000
DRAPERI Laurence	1500	4000	10000
EL AFOURI Wassim	6000	15000	30000
GUERRERO Françoise	1500	4000	10000
ROUX Frederic	1500	4000	10000
SALENGRO Fabienne	6000	15000	30000
TOURTE Angelique	1500	4000	10000
ANDREOLETTI Anthony	1500	2000	7500
BARNIER Erwan	1500	4000	10000
BERNIGOLE Patrick	1500	2000	7500

BOURGEOIS Brian	1500	2000	7500
CARBONI Edith	1500	2000	7500
CUTRI Antoine	6000	15000	30000
DESSUPOIU Florian	1500	4000	10000
ESPERTO Marine	1500	2000	7500
ESPERTO David	1500	2000	7500
HARAMBURU Thomas	1500	2000	7500
HATTON Benjamin	1500	2000	7500
HERMANN Astrid	1500	4000	10000
HOCHART Fabien	1500	4000	10000
JOUGIER Teddy	1500	2000	7500
KNOCKAERT Jerome	1500	4000	10000
LAPLANTE Olivier	1500	2000	7500
LAPSYNSKI Gaetan	1500	4000	10000
LECA Gilles	1500	4000	10000
MEKADMI Medhi	1500	2000	7500
MERCURI Jean-Francois	1500	2000	7500
NEDELEC Fabrice	3000	7500	15000
PASCAL Jeremie	1500	4000	10000
PIETRI Benjamin	1500	4000	10000
PRADAYROL Marie	1500	2000	7500
RENAUD Maxime	1500	4000	10000
REVEL Xavier	1500	2000	7500
SCHNEIDER Raphael	3000	7500	15000
STACHURSKI Manon	1500	4000	10000
TERFOUS Abdelhakim	1500	4000	10000
VOGIN Vanessa	1500	2000	7500
ACOSTA Cedric	6000	15000	30000
BANTON Romain	1500	2000	7500
BARTHELEMY Anais	3000	7500	15000
BELLANDO Alexandre	1500	4000	10000
BOUTIER Laurent	1500	2000	7500
BUCHILLOT Sylvain	1500	2000	7500
CHOLLEY Julie	1500	2000	7500
DAVOUST Ludovic	1500	2000	7500
DIJOL Florian	1500	2000	7500
DUMOND Stephane	3000	7500	15000
GALIBERT Olivier	1500	4000	10000
GODIEN Olivier	1500	2000	7500
HACHMI Sarah	1500	2000	7500
HAOUZI Leila	1500	2000	7500
HELIOS Kevin	1500	2000	7500
HIARD Alexia	1500	2000	7500

MAGHERINI Sebastien	1500	2000	7500
MAMOLA Clement	1500	2000	7500
MATOKO Djed	1500	4000	10000
MILLETTI Philippe	1500	2000	7500
MONTERO Alicia	1500	2000	7500
PALAU Max	1500	2000	7500
PERRIER Maelle	1500	2000	7500
POMPOUYE Didier	1500	2000	7500
PRIVET Jonathan	1500	4000	10000
ROCCA Alexandre	1500	4000	10000
ROMERO Florent	1500	2000	7500
SALAUN Christophe	1500	2000	7500
SOLERE Jordan	1500	2000	7500
SUZANNE Cedric	1500	4000	10000
TANTON Marianne	1500	4000	10000
TIBERT Cyrill	1500	2000	7500
VAN EECKE Justine	1500	4000	10000
VERON Dominique	1500	4000	10000
ABARI Sami	1500	4000	10000
ALVES Elisabeth	6000	15000	30000
AMELLA Denis	1500	2000	7500
AMIEL Florian	1500	2000	7500
ANDREU Laure	1500	2000	7500
ARTIERI Jenny	1500	2000	7500
AUJOLAS Audrey	1500	4000	10000
BARREIRO Guy	1500	4000	10000
BARRERA Valerie	1500	2000	7500
BAZETOUX Alain	1500	4000	10000
BEDOUET Alexandre	1500	4000	10000
BENEDETTO Christophe	1500	2000	7500
BERETTA Amelyne	1500	4000	10000
BERNAL Stephane	1500	2000	7500
BERNAL Christelle	1500	2000	7500
BEYER Guy-Bernard	1500	2000	7500
BIZEAU Myriam	1500	2000	7500
BOUDROT Joelle	1500	2000	7500
BROVIA Sylvie	1500	4000	10000
CAILLEAUD Laurent	1500	4000	10000
CALLEA Marc	1500	2000	7500
CIAIS Christophe	1500	2000	7500
CIRILLO Florent	1500	4000	10000
CLAVERIE Vanessa	1500	2000	7500
CONSIGLIO Stephane	1500	2000	7500

COURTINE Marie-Laure	1500	2000	7500
CUISINIER Cecilia	1500	4000	10000
DELEAGE Jean-Pierre	6000	15000	30000
DEMAY Marianne	1500	2000	7500
DOISON Sebastien	1500	4000	10000
DONATO Rita	1500	2000	7500
FERNANDEZ Cedric	1500	2000	7500
FIORUCCI Julien	1500	2000	7500
FRANCOIS Nadine	1500	2000	7500
GATEAU Fabien	1500	4000	10000
GOZZI-ETERNO Laure	1500	2000	7500
GRIT Laetitia	1500	4000	10000
GUIVARC'H Cyril	1500	4000	10000
HAMADA Abdelaziz	1500	2000	7500
JEANSAUME Gwenaelle	1500	4000	10000
LAGIER TOURAINE David	1500	4000	10000
LAULOM Stephane	1500	4000	10000
LE RAY Jerome	1500	4000	10000
LEBEAU BONNARD Nicole	1500	2000	7500
LEGRAND Patrice	1500	4000	10000
LELIEVRE Yvan	1500	2000	7500
LENNE Kevin	1500	2000	7500
LEROUGE Gerome	1500	2000	7500
MABON Martine	1500	4000	10000
MALLET Amelie	3000	7500	15000
MANSY Thomas	1500	4000	10000
MARTINEZ Caroline	1500	2000	7500
MARTINEZ Gerald	1500	2000	7500
MATTEUZZI Olivier	1500	2000	7500
MAUGNIE Lydie	1500	4000	10000
MENETRIER Valerie	1500	2000	7500
MILLERET Jean-Luc	3000	7500	15000
MONTOYA Patrick	1500	2000	7500
MORACCHINI Didier	1500	2000	7500
MOUCLIER Ludovic	1500	4000	10000
NIGLIO Kevin	1500	2000	7500
NOVEL Stephane	1500	4000	10000
PATERNOSTER Fabienne	1500	4000	10000
PHILIP Elisabeth	1500	4000	10000
PINARD Cecile	1500	2000	7500
PONS Luc	1500	2000	7500
PONZEVERA Isabelle	6000	15000	30000
QUESADA Patrick	1500	2000	7500

REDONDO Cyril	1500	2000	7500
RODRIGUEZ Bernard	1500	2000	7500
ROTELLA Virginie	1500	2000	7500
ROUSSELIN Olivier	1500	2000	7500
SABATHIE Francois	1500	2000	7500
SCHARLY Christophe	1500	4000	10000
SIMON Rose-Marie	1500	2000	7500
SOUBIRAN Carole	1500	4000	10000
TASSART Elisabeth	1500	4000	10000
TENREIRO Francois	1500	2000	7500
TESSIER Margaux	1500	4000	10000
TEULON Philippe	1500	2000	7500
VIZET Arnaud	1500	4000	10000
WOJTKOWIAK Michel	1500	4000	10000
WOLFE Xavier	1500	4000	10000
ZAKY Saphinaise	1500	4000	10000
BERNARDEAU-MOREAU Corinne	6000	15000	30000
CARBONEL Daniele	1500	4000	10000
FAUQUEMBERGUE Axel	1500	2000	7500
GAIDON Francis	1500	4000	10000
HAUTEVILLE Remi	6000	15000	30000
LOOS Dominique	1500	4000	10000
MARTINEZ Alban	6000	15000	30000
MOLLIER Florent	6000	15000	30000
MOULARD Mireille	6000	15000	30000
POLLET Etienne	6000	15000	30000
QUENET Catherine	1500	2000	7500
SOULE DE BAS Dominique	6000	15000	30000
WEISBERG Christiane	1500	2000	7500
ZIELINSKI Mireille	1500	4000	10000
BOUCHET BERT Philippe	1500	4000	10000
CAPIROSSI Antoine	1500	4000	10000
CROSET Marc	3000	7500	15000
DEYA Muriel	6000	15000	30000
SCHINDELHOLZ Chantal	1500	4000	10000
CHAUVIN Jean-Marcel	6000	15000	30000
CUZIN Patrice	1500	4000	10000
GAGNE Gilles	6000	15000	30000
GIORDANO Laurent	1500	2000	7500
LUKIN Sandra	1500	2000	7500
MEYER Gerald	6000	15000	30000
MICHAILLE Anna	1500	4000	10000
MAZOUÉ Maryse	1500	4000	10000

NOSLEY Nicolas	1500	4000	10000
PIERRON Frederique	1500	2000	7500
SOULA Marie-France	1500	2000	7500
TOMMATIS Alain-Gilles	6000	15000	30000
BERNARD Regis	1500	4000	10000
FERNANDEZ Lionel	1500	4000	10000
GUILLERMIN Xavier	1500	4000	10000
LEPILLER Cyril	1500	4000	10000
MEISTER Laurent	1500	4000	10000
ANCEAU Paul-Alexandre	1500	4000	10000
DELAMAIDE Fabienne	1500	2000	7500
DOLFI Jean-Marc	1500	4000	10000
HENROTTE Dany	1500	4000	10000
IBKANE Youssef	1500	4000	10000
INTERNICOLA Sandy	1500	2000	7500
JOSSE Gwenaelle	1500	4000	10000
MACCHI Clementine	1500	4000	10000
RACINE Patrick	1500	4000	10000
VINCENZI Helene	1500	4000	10000
BONNET Christian	1500	2000	7500
BOUDROT Jean-Marc	1500	4000	10000
OLHARAN Bernard	1500	4000	10000
OLIVERO Audrey	1500	4000	10000

Annexe V à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional COMBE Roger

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
SACERDOTE Corinne	6000	15000	30000
ACHAHBOUNE Noura	6000	15000	30000
CORNELIUS Sophie	6000	15000	30000
FAVRE Nathalie	1500	4000	10000
MANCINI Julien	1500	4000	10000
PORTIER Bruno	6000	15000	30000
RIBERO Claire	6000	15000	30000
SOLIVERES Jose	6000	15000	30000
ALCARAS Olivier	6000	15000	30000
BOULLERIER Alexandra	6000	15000	30000
OLIVIER Benoit	6000	15000	30000
ROGET Florence	6000	15000	30000
SANCEY Jean-Philippe	6000	15000	30000
RASCHELLA Audrey	6000	15000	30000
RIZZO Diego	6000	15000	30000
DE MAISTRE Agnes	6000	15000	30000
GOUIRAND Laetitia	6000	15000	30000
KESIC Ivan	6000	15000	30000
VILLAIN-MARAIS Jade	1500	4000	10000
GUERREIRO ALCARAS Josiane	6000	15000	30000
NEUROHR Peggy	1500	4000	10000
PERU Emeline	1500	4000	10000
PLAUCHIER Romain	1500	4000	10000
SCARFONE Raymond	6000	30000	60000
VALADIE Aurelie	1500	4000	10000
VINCENT Gerard	6000	15000	30000
BOUVILLE Jean-Jacques	6000	15000	30000
CHEVALIER Hugues	6000	30000	60000
MILLIEN Patricia	6000	30000	60000
WOJTKOWIAK Christine	6000	15000	30000
BILLY Herve	1500	4000	10000
DRAPERI Laurence	1500	4000	10000
EL AFOURI Wassim	6000	15000	30000
GUERRERO Françoise	1500	4000	10000

ROUX Frederic	1500	4000	10000
SALENGRO Fabienne	6000	15000	30000
TOURTE Angelique	1500	4000	10000
ANDREOLETTI Anthony	1500	2000	7500
BARNIER Erwan	1500	4000	10000
BERNIGOLE Patrick	1500	2000	7500
BOURGEOIS Brian	1500	2000	7500
CARBONI Edith	1500	2000	7500
CUTRI Antoine	6000	15000	30000
DESSUPOIU Florian	1500	4000	10000
ESPERTO David	1500	2000	7500
ESPERTO Marine	1500	2000	7500
HARAMBURU Thomas	1500	2000	7500
HATTON Benjamin	1500	2000	7500
HERMANN Astrid	1500	4000	10000
HOCHART Fabien	1500	4000	10000
JOUGIER Teddy	1500	2000	7500
KNOCKAERT Jerome	1500	4000	10000
LAPLANTE Olivier	1500	2000	7500
LAPSYNSKI Gaetan	1500	4000	10000
LECA Gilles	1500	4000	10000
MEKADMI Medhi	1500	2000	7500
MERCURI Jean-Francois	1500	2000	7500
NEDELEC Fabrice	3000	7500	15000
PASCAL Jeremie	1500	4000	10000
PIETRI Benjamin	1500	4000	10000
PRADAYROL Marie	1500	2000	7500
RENAUD Maxime	1500	4000	10000
REVEL Xavier	1500	2000	7500
SCHNEIDER Raphael	3000	7500	15000
STACHURSKI Manon	1500	4000	10000
TERFOUS Abdelhakim	1500	4000	10000
VOGIN Vanessa	1500	2000	7500
ACOSTA Cedric	6000	15000	30000
BANTON Romain	1500	2000	7500
BARTHELEMY Anais	3000	7500	15000
BELLANDO Alexandre	1500	4000	10000
BOUTIER Laurent	1500	2000	7500
BUCHILLOT Sylvain	1500	2000	7500
CHOLLEY Julie	1500	2000	7500
DAVOUST Ludovic	1500	2000	7500
DIJOL Florian	1500	2000	7500
DUMOND Stephane	3000	7500	15000

GALIBERT Olivier	1500	3000	10000
GODIEN Olivier	1500	2000	7500
HACHMI Sarah	1500	2000	7500
HAOUZI Leila	1500	2000	7500
HELIOS Kevin	1500	2000	7500
HIARD Alexia	1500	2000	7500
MAGHERINI Sebastien	1500	2000	7500
MAMOLA Clement	1500	2000	7500
MATOKO Djed	1500	4000	10000
MILLETTI Philippe	1500	2000	7500
MONTERO Alicia	1500	2000	7500
PALAU Max	1500	2000	7500
PERRIER Maelle	1500	2000	7500
POMPOUYE Didier	1500	2000	7500
PRIVET Jonathan	1500	4000	10000
ROCCA Alexandre	1500	4000	10000
ROMERO Florent	1500	2000	7500
SALAUN Christophe	1500	2000	7500
SOLERE Jordan	1500	2000	7500
SUZANNE Cedric	1500	4000	10000
TANTON Marianne	1500	4000	10000
TIBERT Cyrill	1500	2000	7500
VAN EECKE Justine	1500	4000	10000
VERON Dominique	1500	4000	10000
ABARI Sami	1500	4000	10000
ALVES Elisabeth	6000	15000	30000
AMELLA Denis	1500	2000	7500
AMIEL Florian	1500	2000	7500
ANDREU Laure	1500	2000	7500
ARTIERI Jenny	1500	2000	7500
AUJOLAS Audrey	1500	4000	10000
BARREIRO Guy	1500	4000	10000
BARRERA Valerie	1500	2000	7500
BAZETOUX Alain	1500	4000	10000
BEDOUET Alexandre	1500	4000	10000
BENEDETTO Christophe	1500	2000	7500
BERETTA Amelyne	1500	2000	7500
BERNAL Stephane	1500	2000	7500
BERNAL Christelle	1500	2000	7500
BEYER Guy-Bernard	1500	2000	7500
BIZEAU Myriam	1500	2000	7500
BOUDROT Joelle	1500	2000	7500
BROVIA Sylvie	1500	4000	10000

CAILLEAUD Laurent	1500	4000	10000
CALLEA Marc	1500	2000	7500
CIAIS Christophe	1500	2000	7500
CIRILLO Florent	1500	4000	10000
CLAVERIE Vanessa	1500	2000	7500
CONSIGLIO Stephane	1500	2000	7500
COURTINE Marie-Laure	1500	2000	7500
CUISINIER Cecilia	1500	4000	10000
DELEAGE Jean-Pierre	6000	15000	30000
DEMAY Marianne	1500	2000	7500
DOISON Sebastien	1500	4000	10000
DONATO Rita	1500	2000	7500
FERNANDEZ Cedric	1500	2000	7500
FIORUCCI Julien	1500	2000	7500
FRANCOIS Nadine	1500	2000	7500
GATEAU Fabien	1500	4000	10000
GOZZI-ETERNO Laure	1500	2000	7500
GRIT Laetitia	1500	4000	10000
GUIVARC'H Cyril	1500	4000	10000
HAMADA Abdelaziz	1500	2000	7500
JEANSAUME Gwenaelle	1500	4000	10000
LAGIER TOURAINE David	1500	4000	10000
LAULOM Stephane	1500	4000	10000
LE RAY Jerome	1500	4000	10000
LEBEAU BONNARD Nicole	1500	2000	7500
LEGRAND Patrice	1500	4000	10000
LELIEVRE Yvan	1500	2000	7500
LENNE Kevin	1500	2000	7500
LEROUGE Gerome	1500	2000	7500
MABON Martine	1500	4000	10000
MALLET Amelie	3000	7500	15000
MANSY Thomas	1500	4000	10000
MARTINEZ Caroline	1500	2000	7500
MARTINEZ Gerald	1500	2000	7500
MATTEUZZI Olivier	1500	2000	7500
MAUGNIE Lydie	1500	4000	10000
MENETRIER Valerie	1500	2000	7500
MILLERET Jean-Luc	3000	7500	15000
MONTOYA Patrick	1500	2000	7500
MORACCHINI Didier	1500	2000	7500
MOUCLIER Ludovic	1500	4000	10000
NIGLIO Kevin	1500	2000	7500
NOVEL Stephane	1500	4000	10000

PATERNOSTER Fabienne	1500	4000	10000
PHILIP Elisabeth	1500	4000	10000
PINARD Cecile	1500	2000	7500
PONS Luc	1500	2000	7500
PONZEVERA Isabelle	6000	15000	30000
QUESADA Patrick	1500	2000	7500
REDONDO Cyril	1500	2000	7500
RODRIGUEZ Bernard	1500	2000	7500
ROTELLA Virginie	1500	2000	7500
ROUSSELIN Olivier	1500	2000	7500
SABATHIE Francois	1500	2000	7500
SCHARLY Christophe	1500	4000	10000
SIMON Rose-Marie	1500	2000	7500
SOUBIRAN Carole	1500	4000	10000
TASSART Elisabeth	1500	4000	10000
TENREIRO Francois	1500	2000	7500
TESSIER Margaux	1500	4000	10000
TEULON Philippe	1500	2000	7500
VIZET Arnaud	1500	4000	10000
WOJTKOWIAK Michel	1500	4000	10000
WOLFE Xavier	1500	4000	10000
ZAKY Saphinaise	1500	4000	10000
BERNARDEAU-MOREAU Corinne	6000	15000	30000
CARBONEL Daniele	1500	4000	10000
FAUQUEMBERGUE Axel	1500	2000	7500
GAIDON Francis	1500	4000	10000
HAUTEVILLE Remi	6000	15000	30000
LOOS Dominique	1500	4000	10000
MARTINEZ Alban	6000	15000	30000
MOLLIER Florent	6000	15000	30000
MOULARD Mireille	6000	15000	30000
POLLET Etienne	6000	15000	30000
QUENET Catherine	1500	2000	7500
SOULE DE BAS Dominique	6000	30000	60000
WEISBERG Christiane	1500	2000	7500
ZIELINSKI Mireille	1500	4000	10000
BOUCHET BERT Philippe	1500	4000	10000
CAPIROSSI Antoine	1500	4000	10000
CROSET Marc	3000	7500	15000
DEYA Muriel	6000	15000	30000
SCHINDELHOLZ Chantal	1500	4000	10000
CHAUVIN Jean-Marcel	6000	15000	30000
CUZIN Patrice	1500	4000	10000

GAGNE Gilles	6000	15000	30000
GIORDANO Laurent	1500	2000	7500
LUKIN Sandra	1500	2000	7500
MEYER Gerald	6000	15000	30000
MICHAILLE Anna	1500	4000	10000
MAZOUÉ Maryse	1500	4000	10000
NOSLEY Nicolas	1500	4000	10000
PIERRON Frederique	1500	2000	7500
SOULA Marie-France	1500	2000	7500
TOMMATIS Alain-Gilles	6000	15000	30000
BERNARD Regis	1500	4000	10000
FERNANDEZ Lionel	1500	4000	10000
GULLERMIN Xavier	1500	4000	10000
LEPILLER Cyril	1500	4000	10000
MEISTER Laurent	1500	4000	10000
ANCEAU Paul-Alexandre	1500	4000	10000
DELAMAIDE Fabienne	1500	2000	7500
DOLFI Jean-Marc	1500	4000	10000
HENROTTE Dany	1500	4000	10000
IBKANE Youssef	1500	4000	10000
INTERNICOLA Sandy	1500	2000	7500
JOSSE Gwenaelle	1500	4000	10000
MACCHI Clementine	1500	4000	10000
RACINE Patrick	1500	4000	10000
VINCENZI Helene	1500	4000	10000
BONNET Christian	1500	2000	7500
BOUDROT Jean-Marc	1500	4000	10000
OLHARAN Bernard	1500	4000	10000
OLIVERO Audrey	1500	4000	10000

Annexe VI à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional COMBE Roger

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
ACHAHBOUNE Noura	30000	30000
CORNELIUS Sophie	30000	30000
PORTIER Bruno	75000	75000
RIBERO Claire	30000	30000
SOLIVERES Jose	75000	75000
RASCHELLA Audrey	75000	75000
RIZZO Diego	30000	30000
SCARFONE Raymond	75000	75000
BOUVILLE Jean-Jacques	75000	75000
CHEVALIER Hugues	75000	75000
MILLIEN Patricia	75000	75000
EL AFOURI Wassim	75000	75000
SALENGRO Fabienne	75000	75000
CUTRI Antoine	30000	30000
NEDELEC Fabrice	30000	30000
SCHNEIDER Raphael	30000	30000
ACOSTA Cedric	30000	30000
BARTHELEMY Anais	30000	30000
DUMOND Stephane	30000	30000
ALVES Elisabeth	30000	30000
DELEAGE Jean-Pierre	30000	30000
MILLERET Jean-Luc	30000	30000
PONZEVERA Isabelle	30000	30000
MOULARD Mireille	30000	30000
SOULE DE BAS Dominique	30000	30000
DOLFI Jean-Marc	30000	30000
IBKANE Youssef	30000	30000

Annexe VII à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional COMBE Roger
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ACHAHBOUNE Noura	1500	7500	15000
CORNELIUS Sophie	1500	7500	15000
FAVRE Nathalie	1500	4000	10000
MANCINI Julien	1500	4000	10000
PORTIER Bruno	1500	7500	15000
RIBERO Claire	1500	7500	15000
SOLIVERES Jose	1500	7500	15000
ALCARAS Olivier	1500	7500	15000
BOULLERIER Alexandra	1500	7500	15000
OLIVIER Benoit	1500	7500	15000
ROGET Florence	1500	7500	15000
SANCEY Jean-Philippe	1500	7500	15000
RASCHELLA Audrey	1500	7500	15000
RIZZO Diego	1500	7500	15000
DE MAISTRE Agnes	1500	7500	15000
GOUIRAND Laetitia	1500	7500	15000
KESIC Ivan	1500	7500	15000
VILLAIN-MARAIS Jade	1500	4000	10000
SCARFONE Raymond	1500	7500	15000
BOUVILLE Jean-Jacques	1500	7500	15000
CHEVALIER Hugues	1500	7500	15000
MILLIEN Patricia	1500	7500	15000
WOJTKOWIAK Christine	1500	7500	15000
BILLY Herve	1500	4000	10000
DRAPERI Laurence	1500	4000	10000
EL AFOURI Wassim	1500	7500	15000
GUERRERO Françoise	1500	4000	10000
ROUX Frederic	1500	4000	10000
SALENGRO Fabienne	1500	7500	15000
TOURTE Angelique	1500	4000	10000
ANDREOLETTI Anthony	1500	2000	7500
BARNIER Erwan	1500	4000	10000
BERNIGOLE Patrick	1500	2000	7500
BOURGEOIS Brian	1500	2000	7500
CARBONI Edith	1500	2000	7500

CUTRI Antoine	1500	7500	15000
DESSUPOIU Florian	1500	4000	10000
ESPERTO Marine	1500	2000	7500
ESPERTO David	1500	2000	7500
HARAMBURU Thomas	1500	2000	7500
HATTON Benjamin	1500	2000	7500
HERMANN Astrid	1500	4000	10000
HOCHART Fabien	1500	4000	10000
JOUGIER Teddy	1500	2000	7500
KNOCKAERT Jerome	1500	4000	10000
LAPLANTE Olivier	1500	2000	7500
LAPSYNSKI Gaetan	1500	4000	10000
LECA Gilles	1500	4000	10000
MEKADMI Medhi	1500	2000	7500
MERCURI Jean-Francois	1500	2000	7500
NEDELEC Fabrice	1500	4000	10000
PASCAL Jeremie	1500	4000	10000
PIETRI Benjamin	1500	4000	10000
PRADAYROL Marie	1500	2000	7500
RENAUD Maxime	1500	4000	10000
REVEL Xavier	1500	2000	7500
SCHNEIDER Raphael	1500	4000	10000
STACHURSKI Manon	1500	4000	10000
TERFOUS Abdelhakim	1500	4000	10000
VOGIN Vanessa	1500	2000	7500
ACOSTA Cedric	1500	7500	15000
BANTON Romain	1500	2000	7500
BARTHELEMY Anais	1500	4000	10000
BELLANDO Alexandre	1500	4000	10000
BOUTIER Laurent	1500	2000	7500
BUCHILLOT Sylvain	1500	2000	7500
CHOLLEY Julie	1500	2000	7500
DAVOUST Ludovic	1500	2000	7500
DIJOL Florian	1500	2000	7500
DUMOND Stephane	1500	4000	10000
GALIBERT Olivier	1500	4000	10000
GODIEN Olivier	1500	2000	7500
HACHMI Sarah	1500	2000	7500
HAOUZI Leila	1500	2000	7500
HELIOS Kevin	1500	2000	7500
HIARD Alexia	1500	2000	7500
MAGHERINI Sebastien	1500	2000	7500
MAMOLA Clement	1500	2000	7500

MATOKO Djed	1500	4000	10000
MILLETTI Philippe	1500	2000	7500
MONTERO Alicia	1500	2000	7500
PALAU Max	1500	2000	7500
PERRIER Maelle	1500	2000	7500
POMPOUYE Didier	1500	2000	7500
PRIVET Jonathan	1500	4000	10000
ROCCA Alexandre	1500	4000	10000
ROMERO Florent	1500	2000	7500
SALAUN Christophe	1500	2000	7500
SOLERE Jordan	1500	2000	7500
SUZANNE Cedric	1500	4000	10000
TANTON Marianne	1500	4000	10000
TIBERT Cyrill	1500	2000	7500
VAN EECKE Justine	1500	4000	10000
VERON Dominique	1500	4000	10000
ABARI Sami	1500	4000	10000
ALVES Elisabeth	1500	7500	15000
AMELLA Denis	1500	2000	7500
AMIEL Florian	1500	2000	7500
ANDREU Laure	1500	2000	7500
ARTIERI Jenny	1500	2000	7500
AUJOLAS Audrey	1500	4000	10000
BARREIRO Guy	1500	4000	10000
BARRERA Valerie	1500	2000	7500
BAZETOUX Alain	1500	4000	10000
BEDOUET Alexandre	1500	4000	10000
BENEDETTO Christophe	1500	2000	7500
BERETTA Amelyne	1500	2000	7500
BERNAL Christelle	1500	2000	7500
BERNAL Stephane	1500	2000	7500
BEYER Guy-Bernard	1500	2000	7500
BIZEAU Myriam	1500	2000	7500
BOUDROT Joelle	1500	2000	7500
BROVIA Sylvie	1500	4000	10000
CAILLEAUD Laurent	1500	4000	10000
CALLEA Marc	1500	2000	7500
CIAIS Christophe	1500	2000	7500
CIRILLO Florent	1500	4000	10000
CLAVERIE Vanessa	1500	2000	7500
CONSIGLIO Stephane	1500	4000	10000
COURTINE Marie-Laure	1500	2000	7500
CUISINIER Cecilia	1500	4000	10000

DELEAGE Jean-Pierre	1500	7500	15000
DEMAY Marianne	1500	2000	7500
DOISON Sebastien	1500	4000	10000
DONATO Rita	1500	2000	7500
FERNANDEZ Cedric	1500	2000	7500
FIORUCCI Julien	1500	2000	7500
FRANCOIS Nadine	1500	2000	7500
GATEAU Fabien	1500	4000	10000
GOZZI-ETERNO Laure	1500	2000	7500
GRIT Laetitia	1500	4000	10000
GUIVARC'H Cyril	1500	4000	10000
HAMADA Abdelaziz	1500	2000	7500
JEANSAUME Gwenaelle	1500	4000	10000
LAGIER TOURAINÉ David	1500	4000	10000
LAULOM Stephane	1500	4000	10000
LE RAY Jerome	1500	4000	10000
LEBEAU BONNARD Nicole	1500	2000	7500
LEGRAND Patrice	1500	4000	10000
LELIEVRE Yvan	1500	2000	7500
LENNE Kevin	1500	2000	7500
LEROUGE Gerome	1500	2000	7500
MABON Martine	1500	4000	10000
MALLET Amelie	1500	4000	10000
MANSY Thomas	1500	4000	10000
MARTINEZ Gerald	1500	2000	7500
MARTINEZ Caroline	1500	2000	7500
MATTEUZZI Olivier	1500	2000	7500
MAUGNIE Lydie	1500	4000	10000
MENETRIER Valerie	1500	2000	7500
MILLERET Jean-Luc	1500	4000	10000
MONTOYA Patrick	1500	2000	7500
MORACCHINI Didier	1500	2000	7500
MOUCLIER Ludovic	1500	4000	10000
NIGLIO Kevin	1500	2000	7500
NOVEL Stephane	1500	4000	10000
PATERNOSTER Fabienne	1500	4000	10000
PHILIP Elisabeth	1500	4000	10000
PINARD Cecile	1500	2000	7500
PONS Luc	1500	2000	7500
PONZEVERA Isabelle	1500	7500	15000
QUESADA Patrick	1500	2000	7500
REDONDO Cyril	1500	2000	7500
RODRIGUEZ Bernard	1500	2000	7500

ROTELLA Virginie	1500	2000	7500
ROUSSELIN Olivier	1500	2000	7500
SABATHIE Francois	1500	2000	7500
SCHARLY Christophe	1500	4000	10000
SIMON Rose-Marie	1500	2000	7500
SOUBIRAN Carole	1500	4000	10000
TASSART Elisabeth	1500	4000	10000
TENREIRO Francois	1500	2000	7500
TESSIER Margaux	1500	4000	10000
TEULON Philippe	1500	2000	7500
VIZET Arnaud	1500	4000	10000
WOJTKOWIAK Michel	1500	4000	10000
WOLFE Xavier	1500	4000	10000
ZAKY Saphinaise	1500	4000	10000
BERNARDEAU-MOREAU Corinne	1500	7500	15000
CARBONEL Daniele	1500	4000	10000
FAUQUEMBERGUE Axel	1500	2000	7500
GAIDON Francis	1500	4000	10000
HAUTEVILLE Remi	1500	7500	15000
LOOS Dominique	1500	4000	10000
MARTINEZ Alban	1500	7500	15000
MOLLIER Florent	1500	7500	15000
MOULARD Mireille	1500	7500	15000
POLLET Etienne	1500	7500	15000
QUENET Catherine	1500	2000	7500
SOULE DE BAS Dominique	1500	7500	15000
WEISBERG Christiane	1500	2000	7500
ZIELINSKI Mireille	1500	4000	10000
BOUCHET BERT Philippe	1500	4000	10000
CAPIROSSI Antoine	1500	4000	10000
CROSET Marc	1500	4000	10000
DEYA Muriel	1500	7500	15000
SCHINDELHOLZ Chantal	1500	4000	10000
CHAUVIN Jean-Marcel	1500	7500	15000
CUZIN Patrice	1500	4000	10000
GAGNE Gilles	1500	7500	15000
GIORDANO Laurent	1500	2000	7500
LUKIN Sandra	1500	2000	7500
MEYER Gerald	1500	7500	15000
MICHAILLE Anna	1500	4000	10000
MAZOUÉ Maryse	1500	4000	10000
NOSLEY Nicolas	1500	4000	10000
PIERRON Frederique	1500	2000	7500

SOULA Marie-France	1500	2000	7500
TOMMATIS Alain-Gilles	1500	7500	15000
BERNARD Regis	1500	4000	10000
FERNANDEZ Lionel	1500	4000	10000
GUILLERMIN Xavier	1500	4000	10000
LEPILLER Cyril	1500	4000	10000
MEISTER Laurent	1500	4000	10000
ANCEAU Paul-Alexandre	1500	4000	10000
DELAMAIDE Fabienne	1500	2000	7500
DOLFI Jean-Marc	1500	4000	10000
HENROTTE Dany	1500	4000	10000
IBKANE Youssef	1500	4000	10000
INTERNICOLA Sandy	1500	2000	7500
JOSSE Gwenaelle	1500	4000	10000
MACCHI Clementine	1500	4000	10000
RACINE Patrick	1500	4000	10000
VINCENZI Helene	1500	4000	10000
BONNET Christian	1500	2000	7500
BOUDROT Jean-Marc	1500	4000	10000
OLHARAN Bernard	1500	4000	10000
OLIVERO Audrey	1500	4000	10000

Annexe VIII à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional COMBE Roger
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
ACHAHBOUNE Noura	1500	7500	15000
FAVRE Nathalie	1500	4000	10000
MANCINI Julien	1500	4000	10000
PORTIER Bruno	1500	7500	15000
RIBERO Claire	1500	7500	15000
SOLIVERES Jose	1500	7500	15000
ALCARAS Olivier	1500	7500	15000
BOULLERIER Alexandra	1500	7500	15000
OLIVIER Benoit	1500	7500	15000
ROGET Florence	1500	7500	15000
SANCEY Jean-Philippe	1500	7500	15000
RASCHELLA Audrey	1500	7500	15000
RIZZO Diego	1500	7500	15000
DE MAISTRE Agnes	1500	7500	15000
GOUIRAND Laetitia	1500	7500	15000
VILLAIN-MARAIS Jade	1500	4000	10000
SCARFONE Raymond	1500	7500	15000
BOUVILLE Jean-Jacques	1500	7500	15000
CHEVALIER Hugues	1500	7500	15000
MILLIEN Patricia	1500	7500	15000
WOJTKOWIAK Christine	1500	7500	15000
BILLY Herve	1500	4000	10000
DRAPERI Laurence	1500	4000	10000
EL AFOURI Wassim	1500	7500	15000
GUERRERO Françoise	1500	4000	10000
ROUX Frederic	1500	4000	10000
SALENGRO Fabienne	1500	7500	15000
TOURTE Angelique	1500	4000	10000
ANDREOLETTI Anthony	1500	2000	7500
BARNIER Erwan	1500	4000	10000
BERNIGOLE Patrick	1500	2000	7500
BOURGEOIS Brian	1500	2000	7500
CARBONI Edith	1500	2000	7500
CUTRI Antoine	1500	7500	15000
DESSUPOIU Florian	1500	4000	10000

ESPERTO Marine	1500	2000	7500
ESPERTO David	1500	2000	7500
HARAMBURU Thomas	1500	2000	7500
HATTON Benjamin	1500	2000	7500
HERMANN Astrid	1500	4000	10000
HOCHART Fabien	1500	4000	10000
JOUGIER Teddy	1500	2000	7500
KNOCKAERT Jerome	1500	4000	10000
LAPLANTE Olivier	1500	2000	7500
LAPSYNSKI Gaetan	1500	4000	10000
LECA Gilles	1500	4000	10000
MEKADMI Medhi	1500	2000	7500
MERCURI Jean-Francois	1500	2000	7500
NEDELEC Fabrice	1500	4000	10000
PASCAL Jeremie	1500	4000	10000
PIETRI Benjamin	1500	4000	10000
PRADAYROL Marie	1500	2000	7500
RENAUD Maxime	1500	4000	10000
REVEL Xavier	1500	2000	7500
SCHNEIDER Raphael	1500	4000	10000
STACHURSKI Manon	1500	4000	10000
TERFOUS Abdelhakim	1500	4000	10000
VOGIN Vanessa	1500	2000	7500
ACOSTA Cedric	1500	7500	15000
BANTON Romain	1500	2000	7500
BARTHELEMY Anais	1500	4000	10000
BELLANDO Alexandre	1500	4000	10000
BOUTIER Laurent	1500	2000	7500
BUCHILLOT Sylvain	1500	2000	7500
CHOLLEY Julie	1500	2000	7500
DAVOUST Ludovic	1500	2000	7500
DIJOL Florian	1500	2000	7500
DUMOND Stephane	1500	4000	10000
GALIBERT Olivier	1500	4000	10000
GODIEN Olivier	1500	2000	7500
HACHMI Sarah	1500	2000	7500
HAOUZI Leila	1500	2000	7500
HELIOS Kevin	1500	2000	7500
HIARD Alexia	1500	2000	7500
MAGHERINI Sebastien	1500	2000	7500
MAMOLA Clement	1500	2000	7500
MATOKO Djed	1500	4000	10000
MILLETTI Philippe	1500	2000	7500

MONTERO Alicia	1500	2000	7500
PALAU Max	1500	2000	7500
PERRIER Maelle	1500	2000	7500
POMPOUYE Didier	1500	2000	7500
PRIVET Jonathan	1500	4000	10000
ROCCA Alexandre	1500	4000	10000
ROMERO Florent	1500	2000	7500
SALAUN Christophe	1500	2000	7500
SOLERE Jordan	1500	2000	7500
SUZANNE Cedric	1500	4000	10000
TANTON Marianne	1500	4000	10000
TIBERT Cyrill	1500	2000	7500
VAN EECKE Justine	1500	4000	10000
VERON Dominique	1500	4000	10000
ABARI Sami	1500	4000	10000
ALVES Elisabeth	1500	7500	15000
AMELLA Denis	1500	2000	7500
AMIEL Florian	1500	2000	7500
ANDREU Laure	1500	2000	7500
ARTIERI Jenny	1500	2000	7500
AUJOLAS Audrey	1500	4000	10000
BARREIRO Guy	1500	4000	10000
BARRERA Valerie	1500	2000	7500
BAZETOUX Alain	1500	4000	10000
BEDOUET Alexandre	1500	4000	10000
BENEDETTO Christophe	1500	2000	7500
BERETTA Amelyne	1500	2000	7500
BERNAL Stephane	1500	2000	7500
BERNAL Christelle	1500	2000	7500
BEYER Guy-Bernard	1500	2000	7500
BIZEAU Myriam	1500	2000	7500
BOUDROT Joelle	1500	2000	7500
BROVIA Sylvie	1500	4000	10000
CAILLEAUD Laurent	1500	4000	10000
CALLEA Marc	1500	2000	7500
CIAIS Christophe	1500	2000	7500
CIRILLO Florent	1500	4000	10000
CLAVERIE Vanessa	1500	2000	7500
CONSIGLIO Stephane	1500	4000	10000
COURTINE Marie-Laure	1500	2000	7500
CUISINIER Cecilia	1500	4000	10000
DELEAGE Jean-Pierre	1500	7500	15000
DEMAY Marianne	1500	2000	7500

DOISON Sebastien	1500	4000	10000
FERNANDEZ Cedric	1500	2000	7500
FIORUCCI Julien	1500	2000	7500
FRANCOIS Nadine	1500	2000	7500
GATEAU Fabien	1500	4000	10000
GOZZI-ETERNO Laure	1500	2000	7500
GRIT Laetitia	1500	4000	10000
GUIVARC'H Cyril	1500	4000	10000
HAMADA Abdelaziz	1500	2000	7500
JEANSAUME Gwenaelle	1500	4000	10000
LAGIER TOURAINÉ David	1500	4000	10000
LAULOM Stephane	1500	4000	10000
LE RAY Jerome	1500	4000	10000
LEBEAU BONNARD Nicole	1500	2000	7500
LEGRAND Patrice	1500	4000	10000
LELIEVRE Yvan	1500	2000	7500
LENNE Kevin	1500	2000	7500
LEROUGE Gerome	1500	2000	7500
MABON Martine	1500	4000	10000
MALLET Amelie	1500	4000	10000
MANSY Thomas	1500	4000	10000
MARTINEZ Caroline	1500	2000	7500
MARTINEZ Gerald	1500	2000	7500
MATTEUZZI Olivier	1500	2000	7500
MAUGNIE Lydie	1500	4000	10000
MENETRIER Valerie	1500	2000	7500
MILLERET Jean-Luc	1500	4000	10000
MONTOYA Patrick	1500	2000	7500
MORACCHINI Didier	1500	2000	7500
MOUCLIER Ludovic	1500	4000	10000
NIGLIO Kevin	1500	2000	7500
NOVEL Stephane	1500	4000	10000
PATERNOSTER Fabienne	1500	4000	10000
PHILIP Elisabeth	1500	4000	10000
PINARD Cecile	1500	2000	7500
PONS Luc	1500	2000	7500
PONZEVERA Isabelle	1500	7500	15000
QUESADA Patrick	1500	2000	7500
REDONDO Cyril	1500	2000	7500
RODRIGUEZ Bernard	1500	2000	7500
ROTELLA Virginie	1500	2000	7500
ROUSSELIN Olivier	1500	2000	7500
SABATHIE Francois	1500	2000	7500

SCHARLY Christophe	1500	4000	10000
SIMON Rose-Marie	1500	2000	7500
SOUBIRAN Carole	1500	4000	10000
TASSART Elisabeth	1500	4000	10000
TENREIRO Francois	1500	2000	7500
TESSIER Margaux	1500	4000	10000
TEULON Philippe	1500	2000	7500
VIZET Arnaud	1500	4000	10000
WOJTKOWIAK Michel	1500	4000	10000
WOLFE Xavier	1500	4000	10000
ZAKY Saphinaise	1500	4000	10000
BERNARDEAU-MOREAU Corinne	1500	7500	15000
CARBONEL Daniele	1500	4000	10000
FAUQUEMBERGUE Axel	1500	2000	7500
GAIDON Francis	1500	4000	10000
HAUTEVILLE Remi	1500	7500	15000
LOOS Dominique	1500	4000	10000
MARTINEZ Alban	1500	7500	15000
MOLLIER Florent	1500	7500	15000
MOULARD Mireille	1500	7500	15000
POLLET Etienne	1500	7500	15000
QUENET Catherine	1500	2000	7500
SOULE DE BAS Dominique	1500	7500	15000
WEISBERG Christiane	1500	2000	7500
ZIELINSKI Mireille	1500	4000	10000
BOUCHET BERT Philippe	1500	4000	10000
CAPIROSSI Antoine	1500	4000	10000
CROSET Marc	1500	4000	10000
DEYA Muriel	1500	7500	15000
SCHINDELHOLZ Chantal	1500	4000	10000
CHAUVIN Jean-Marcel	1500	7500	15000
CUZIN Patrice	1500	4000	10000
GAGNE Gilles	1500	7500	15000
GIORDANO Laurent	1500	2000	7500
LUKIN Sandra	1500	2000	7500
MEYER Gerald	1500	7500	15000
MICHAILLE Anna	1500	4000	10000
MAZOUÉ Maryse	1500	4000	10000
NOSLEY Nicolas	1500	4000	10000
PIERRON Frederique	1500	2000	7500
SOULA Marie-France	1500	2000	7500
TOMMATIS Alain-Gilles	1500	7500	15000
BERNARD Regis	1500	4000	10000

FERNANDEZ Lionel	1500	4000	10000
GUILLERMIN Xavier	1500	4000	10000
LEPILLER Cyril	1500	4000	10000
MEISTER Laurent	1500	4000	10000
ANCEAU Paul-Alexandre	1500	4000	10000
DELAMAIDE Fabienne	1500	2000	7500
DOLFI Jean-Marc	1500	4000	10000
HENROTTE Dany	1500	4000	10000
IBKANE Youssef	1500	4000	10000
INTERNICOLA Sandy	1500	2000	7500
JOSSE Gwenaelle	1500	4000	10000
MACCHI Clementine	1500	4000	10000
RACINE Patrick	1500	4000	10000
VINCENZI Helene	1500	4000	10000
BONNET Christian	1500	2000	7500
BOUDROT Jean-Marc	1500	4000	10000
OLHARAN Bernard	1500	4000	10000
OLIVERO Audrey	1500	4000	10000



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

NICE, LE 20 JUIL. 2021

DR Nice
37 AVENUE THIERS
06008 NICE
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : JAUVERT Marine
Téléphone : 09 70 27 87 05
Télécopie : 04 93 16 94 81
Mél : dr-nice@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2021/4 du directeur régional à NICE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

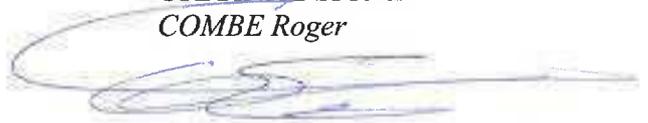
Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional
ORIGINAL SIGNE
COMBE Roger



Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional
COMBE Roger

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional
COMBE Roger**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional
COMBE Roger

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional
COMBE Roger

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 17426	3000	7500	15000
Matricule 18110	1500	4000	10000
Matricule 26147	1500	2000	7500
Matricule 26807	1500	4000	10000
Matricule 27167	1500	4000	10000
Matricule 35915	6000	30000	60000
Matricule 36917	1500	4000	10000
Matricule 37488	1500	2000	7500
Matricule 37771	1500	4000	10000
Matricule 37895	1500	2000	7500
Matricule 38126	1500	2000	7500
Matricule 39203	6000	15000	30000
Matricule 39319	6000	30000	60000
Matricule 39371	6000	15000	30000
Matricule 39804	1500	4000	10000
Matricule 40223	1500	2000	7500
Matricule 40399	6000	15000	30000
Matricule 40439	6000	15000	30000
Matricule 40478	1500	2000	7500
Matricule 41602	6000	15000	30000
Matricule 41681	1500	2000	7500
Matricule 42110	1500	2000	7500
Matricule 42157	1500	4000	10000
Matricule 42192	6000	15000	30000
Matricule 42247	1500	2000	7500
Matricule 42333	6000	15000	30000
Matricule 42347	6000	15000	30000
Matricule 42604	1500	2000	7500
Matricule 42642	1500	4000	10000

Matricule 42712	1500	4000	10000
Matricule 42906	1500	4000	10000
Matricule 43077	6000	15000	30000
Matricule 43228	1500	4000	10000
Matricule 43567	1500	4000	10000
Matricule 43844	1500	2000	7500
Matricule 43874	1500	2000	7500
Matricule 43900	1500	4000	10000
Matricule 43964	1500	4000	10000
Matricule 43977	6000	15000	30000
Matricule 44152	6000	15000	30000
Matricule 44234	1500	2000	7500
Matricule 44266	1500	4000	10000
Matricule 44272	6000	15000	30000
Matricule 44443	1500	2000	7500
Matricule 44536	1500	4000	10000
Matricule 44765	1500	2000	7500
Matricule 44900	1500	4000	10000
Matricule 45146	1500	4000	10000
Matricule 45272	1500	4000	10000
Matricule 45342	1500	4000	10000
Matricule 45396	1500	2000	7500
Matricule 45439	6000	15000	30000
Matricule 45500	1500	4000	10000
Matricule 45506	6000	15000	30000
Matricule 45642	1500	2000	7500
Matricule 46764	1500	4000	10000
Matricule 46768	1500	2000	7500
Matricule 47115	1500	4000	10000
Matricule 50132	1500	2000	7500
Matricule 50402	1500	2000	7500
Matricule 50536	1500	2000	7500
Matricule 50654	1500	4000	10000
Matricule 50814	1500	4000	10000
Matricule 50966	1500	4000	10000
Matricule 51029	1500	4000	10000
Matricule 51050	1500	4000	10000
Matricule 51051	1500	2000	7500
Matricule 51120	6000	30000	60000
Matricule 51230	6000	15000	30000
Matricule 51326	1500	2000	7500
Matricule 51658	6000	15000	30000
Matricule 51756	6000	15000	30000

Matricule 51878	1500	2000	7500
Matricule 51918	1500	4000	10000
Matricule 51932	1500	2000	7500
Matricule 52004	1500	4000	10000
Matricule 52131	6000	15000	30000
Matricule 52151	6000	15000	30000
Matricule 52256	6000	15000	30000
Matricule 52334	1500	2000	7500
Matricule 52740	1500	4000	10000
Matricule 52751	1500	4000	10000
Matricule 53035	6000	15000	30000
Matricule 53038	1500	2000	7500
Matricule 53062	1500	2000	7500
Matricule 53218	6000	15000	30000
Matricule 53460	1500	4000	10000
Matricule 53514	1500	2000	7500
Matricule 53574	1500	4000	10000
Matricule 53610	1500	4000	10000
Matricule 53710	3000	7500	15000
Matricule 53823	6000	15000	30000
Matricule 53864	6000	15000	30000
Matricule 53867	1500	4000	10000
Matricule 54017	1500	4000	10000
Matricule 54066	1500	2000	7500
Matricule 54096	1500	2000	7500
Matricule 54393	6000	15000	30000
Matricule 54453	1500	4000	10000
Matricule 54580	1500	4000	10000
Matricule 54632	1500	4000	10000
Matricule 54666	1500	2000	7500
Matricule 54752	1500	2000	7500
Matricule 54776	1500	4000	10000
Matricule 54894	1500	4000	10000
Matricule 54942	1500	2000	7500
Matricule 55138	1500	4000	10000
Matricule 55266	1500	2000	7500
Matricule 55272	3000	7500	15000
Matricule 55274	6000	15000	30000
Matricule 55356	1500	4000	10000
Matricule 55528	1500	4000	10000
Matricule 55572	1500	2000	7500
Matricule 55668	1500	2000	7500
Matricule 55748	1500	4000	10000

Matricule 55808	1500	2000	7500
Matricule 55839	6000	15000	30000
Matricule 55886	1500	2000	7500
Matricule 55917	6000	15000	30000
Matricule 55939	6000	15000	30000
Matricule 56412	1500	2000	7500
Matricule 56432	1500	2000	7500
Matricule 56550	1500	2000	7500
Matricule 56752	1500	4000	10000
Matricule 56758	1500	4000	10000
Matricule 56842	1500	2000	7500
Matricule 57012	1500	4000	10000
Matricule 57020	1500	2000	7500
Matricule 57078	1500	4000	10000
Matricule 57154	1500	2000	7500
Matricule 57453	1500	2000	7500
Matricule 57538	1500	4000	10000
Matricule 57702	1500	2000	7500
Matricule 57736	1500	2000	7500
Matricule 57773	6000	15000	30000
Matricule 57796	1500	2000	7500
Matricule 57810	6000	15000	30000
Matricule 57893	6000	15000	30000
Matricule 57899	1500	4000	10000
Matricule 57912	1500	2000	7500
Matricule 57990	1500	2000	7500
Matricule 58010	1500	2000	7500
Matricule 58016	1500	4000	10000
Matricule 58121	6000	15000	30000
Matricule 58310	3000	7500	15000
Matricule 58451	1500	2000	7500
Matricule 58498	1500	2000	7500
Matricule 58554	1500	2000	7500
Matricule 58576	1500	4000	10000
Matricule 58708	1500	4000	10000
Matricule 58738	1500	2000	7500
Matricule 59011	1500	4000	10000
Matricule 59028	1500	4000	10000
Matricule 59118	1500	4000	10000
Matricule 59198	1500	4000	10000
Matricule 59313	1500	4000	10000
Matricule 59404	3000	7500	15000
Matricule 59540	1500	4000	10000

Matricule 59667	6000	15000	30000
Matricule 59681	1500	4000	10000
Matricule 59886	1500	4000	10000
Matricule 60087	6000	15000	30000
Matricule 60280	1500	2000	7500
Matricule 60399	1500	4000	10000
Matricule 60509	6000	15000	30000
Matricule 60574	3000	7500	15000
Matricule 60610	1500	2000	7500
Matricule 60648	1500	2000	7500
Matricule 60655	1500	4000	10000
Matricule 60678	1500	2000	7500
Matricule 60726	1500	2000	7500
Matricule 60818	1500	2000	7500
Matricule 60864	1500	4000	10000
Matricule 61213	6000	15000	30000
Matricule 61246	1500	4000	10000
Matricule 61314	1500	4000	10000
Matricule 61317	1500	2000	7500
Matricule 61320	1500	2000	7500
Matricule 61506	1500	4000	10000
Matricule 61720	1500	4000	10000
Matricule 61802	1500	4000	10000
Matricule 61918	1500	4000	10000
Matricule 61994	1500	2000	7500
Matricule 62052	1500	2000	7500
Matricule 62090	1500	2000	7500
Matricule 62319	1500	2000	7500
Matricule 62686	1500	2000	7500
Matricule 62778	1500	2000	7500
Matricule 62818	1500	2000	7500
Matricule 62827	1500	4000	10000
Matricule 62858	1500	2000	7500
Matricule 62986	1500	4000	10000
Matricule 62992	1500	4000	10000
Matricule 63036	1500	4000	10000
Matricule 63226	1500	4000	10000
Matricule 63266	1500	4000	10000
Matricule 63334	1500	4000	10000
Matricule 63409	1500	2000	7500
Matricule 63432	1500	2000	7500
Matricule 63550	1500	2000	7500
Matricule 63606	1500	2000	7500

Matricule 63612	1500	2000	7500
Matricule 63644	1500	2000	7500
Matricule 63730	1500	2000	7500
Matricule 64034	1500	2000	7500
Matricule 64200	1500	2000	7500
Matricule 64214	1500	2000	7500
Matricule 64344	1500	4000	10000
Matricule 64438	3000	7500	15000
Matricule 64606	1500	4000	10000
Matricule 64616	1500	4000	10000
Matricule 65042	1500	2000	7500
Matricule 65164	1500	4000	10000
Matricule 65322	1500	4000	10000
Matricule 65340	1500	4000	10000
Matricule 65494	1500	2000	7500
Matricule 65580	1500	2000	7500
Matricule 65630	1500	2000	7500
Matricule 65724	1500	2000	7500
Matricule 65764	1500	2000	7500
Matricule 65778	1500	2000	7500
Matricule 65848	1500	4000	10000
Matricule 65850	1500	4000	10000
Matricule 65862	1500	4000	10000
Matricule 66010	1500	2000	7500
Matricule 66022	1500	2000	7500
Matricule 66048	1500	4000	10000
Matricule 66050	1500	2000	7500
Matricule 66334	1500	4000	10000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional
COMBE Roger**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional
COMBE Roger

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional
COMBE Roger**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 17426	1500	4000	10000
Matricule 18110	1500	4000	10000
Matricule 26147	1500	2000	7500
Matricule 26807	1500	4000	10000
Matricule 27167	1500	4000	10000
Matricule 35915	1500	7500	15000
Matricule 36917	1500	4000	10000
Matricule 37488	1500	2000	7500
Matricule 37771	1500	4000	10000
Matricule 37895	1500	2000	7500
Matricule 38126	1500	2000	7500
Matricule 39203	1500	7500	15000
Matricule 39319	1500	7500	15000
Matricule 39371	1500	7500	15000
Matricule 39804	1500	4000	10000
Matricule 40223	1500	2000	7500
Matricule 40399	1500	7500	15000
Matricule 40439	1500	7500	15000
Matricule 40478	1500	2000	7500
Matricule 41602	1500	7500	15000
Matricule 41681	1500	2000	7500
Matricule 42110	1500	2000	7500
Matricule 42157	1500	4000	10000
Matricule 42192	1500	7500	15000
Matricule 42247	1500	2000	7500
Matricule 42333	1500	7500	15000
Matricule 42347	1500	7500	15000
Matricule 42604	1500	2000	7500
Matricule 42642	1500	4000	10000
Matricule 42712	1500	4000	10000

Matricule 42906	1500	4000	10000
Matricule 43077	1500	7500	15000
Matricule 43228	1500	4000	10000
Matricule 43567	1500	4000	10000
Matricule 43844	1500	2000	7500
Matricule 43874	1500	2000	7500
Matricule 43900	1500	4000	10000
Matricule 43964	1500	4000	10000
Matricule 43977	1500	7500	15000
Matricule 44152	1500	7500	15000
Matricule 44234	1500	2000	7500
Matricule 44266	1500	4000	10000
Matricule 44272	1500	7500	15000
Matricule 44443	1500	2000	7500
Matricule 44536	1500	4000	10000
Matricule 44765	1500	2000	7500
Matricule 44900	1500	4000	10000
Matricule 45146	1500	4000	10000
Matricule 45272	1500	4000	10000
Matricule 45342	1500	4000	10000
Matricule 45396	1500	2000	7500
Matricule 45439	1500	7500	15000
Matricule 45500	1500	4000	10000
Matricule 45506	1500	7500	15000
Matricule 45642	1500	2000	7500
Matricule 46764	1500	4000	10000
Matricule 46768	1500	2000	7500
Matricule 47115	1500	4000	10000
Matricule 50132	1500	2000	7500
Matricule 50402	1500	2000	7500
Matricule 50536	1500	4000	10000
Matricule 50654	1500	4000	10000
Matricule 50814	1500	4000	10000
Matricule 50966	1500	4000	10000
Matricule 51029	1500	4000	10000
Matricule 51050	1500	4000	10000
Matricule 51051	1500	2000	7500
Matricule 51120	1500	7500	15000
Matricule 51230	1500	7500	15000
Matricule 51326	1500	2000	7500
Matricule 51658	1500	7500	15000
Matricule 51756	1500	7500	15000
Matricule 51878	1500	2000	7500

Matricule 51918	1500	4000	10000
Matricule 51932	1500	2000	7500
Matricule 52004	1500	4000	10000
Matricule 52131	1500	7500	15000
Matricule 52151	1500	7500	15000
Matricule 52256	1500	7500	15000
Matricule 52334	1500	2000	7500
Matricule 52740	1500	4000	10000
Matricule 52751	1500	4000	10000
Matricule 53035	1500	7500	15000
Matricule 53038	1500	2000	7500
Matricule 53062	1500	2000	7500
Matricule 53218	1500	7500	15000
Matricule 53460	1500	4000	10000
Matricule 53514	1500	2000	7500
Matricule 53574	1500	4000	10000
Matricule 53610	1500	4000	10000
Matricule 53710	1500	4000	10000
Matricule 53823	1500	7500	15000
Matricule 53864	1500	7500	15000
Matricule 53867	1500	4000	10000
Matricule 54017	1500	4000	10000
Matricule 54066	1500	2000	7500
Matricule 54096	1500	2000	7500
Matricule 54393	1500	7500	15000
Matricule 54453	1500	4000	10000
Matricule 54580	1500	4000	10000
Matricule 54632	1500	4000	10000
Matricule 54666	1500	2000	7500
Matricule 54752	1500	2000	7500
Matricule 54776	1500	4000	10000
Matricule 54894	1500	4000	10000
Matricule 54942	1500	2000	7500
Matricule 55138	1500	4000	10000
Matricule 55266	1500	2000	7500
Matricule 55272	1500	4000	10000
Matricule 55274	1500	7500	15000
Matricule 55356	1500	4000	10000
Matricule 55528	1500	4000	10000
Matricule 55572	1500	2000	7500
Matricule 55668	1500	2000	7500
Matricule 55748	1500	4000	10000
Matricule 55808	1500	2000	7500

Matricule 55839	1500	7500	15000
Matricule 55886	1500	2000	7500
Matricule 55917	1500	7500	15000
Matricule 56412	1500	2000	7500
Matricule 56432	1500	2000	7500
Matricule 56550	1500	2000	7500
Matricule 56752	1500	4000	10000
Matricule 56758	1500	4000	10000
Matricule 56842	1500	2000	7500
Matricule 57012	1500	4000	10000
Matricule 57020	1500	2000	7500
Matricule 57078	1500	2000	7500
Matricule 57154	1500	2000	7500
Matricule 57453	1500	2000	7500
Matricule 57538	1500	4000	10000
Matricule 57702	1500	2000	7500
Matricule 57736	1500	2000	7500
Matricule 57773	1500	7500	15000
Matricule 57796	1500	2000	7500
Matricule 57810	1500	7500	15000
Matricule 57893	1500	7500	15000
Matricule 57899	1500	4000	10000
Matricule 57912	1500	2000	7500
Matricule 57990	1500	2000	7500
Matricule 58010	1500	2000	7500
Matricule 58016	1500	4000	10000
Matricule 58121	1500	7500	15000
Matricule 58310	1500	4000	10000
Matricule 58451	1500	2000	7500
Matricule 58498	1500	2000	7500
Matricule 58554	1500	2000	7500
Matricule 58576	1500	4000	10000
Matricule 58708	1500	4000	10000
Matricule 58738	1500	2000	7500
Matricule 59011	1500	4000	10000
Matricule 59028	1500	4000	10000
Matricule 59118	1500	4000	10000
Matricule 59198	1500	4000	10000
Matricule 59313	1500	4000	10000
Matricule 59404	1500	4000	10000
Matricule 59540	1500	4000	10000
Matricule 59667	1500	7500	15000
Matricule 59681	1500	4000	10000

Matricule 59886	1500	4000	10000
Matricule 60087	1500	7500	15000
Matricule 60280	1500	2000	7500
Matricule 60399	1500	4000	10000
Matricule 60509	1500	7500	15000
Matricule 60574	1500	4000	10000
Matricule 60610	1500	2000	7500
Matricule 60648	1500	2000	7500
Matricule 60655	1500	4000	10000
Matricule 60678	1500	2000	7500
Matricule 60726	1500	2000	7500
Matricule 60818	1500	2000	7500
Matricule 60864	1500	4000	10000
Matricule 61213	1500	7500	15000
Matricule 61246	1500	4000	10000
Matricule 61314	1500	4000	10000
Matricule 61317	1500	2000	7500
Matricule 61320	1500	2000	7500
Matricule 61506	1500	4000	10000
Matricule 61720	1500	4000	10000
Matricule 61802	1500	4000	10000
Matricule 61918	1500	4000	10000
Matricule 61994	1500	2000	7500
Matricule 62052	1500	2000	7500
Matricule 62090	1500	2000	7500
Matricule 62319	1500	2000	7500
Matricule 62686	1500	2000	7500
Matricule 62778	1500	2000	7500
Matricule 62818	1500	2000	7500
Matricule 62827	1500	4000	10000
Matricule 62858	1500	2000	7500
Matricule 62986	1500	4000	10000
Matricule 62992	1500	4000	10000
Matricule 63036	1500	4000	10000
Matricule 63226	1500	4000	10000
Matricule 63266	1500	4000	10000
Matricule 63334	1500	4000	10000
Matricule 63409	1500	2000	7500
Matricule 63432	1500	2000	7500
Matricule 63550	1500	2000	7500
Matricule 63606	1500	2000	7500
Matricule 63612	1500	2000	7500
Matricule 63644	1500	2000	7500

Matricule 63730	1500	2000	7500
Matricule 64034	1500	2000	7500
Matricule 64200	1500	2000	7500
Matricule 64214	1500	2000	7500
Matricule 64344	1500	4000	10000
Matricule 64438	1500	4000	10000
Matricule 64606	1500	4000	10000
Matricule 64616	1500	4000	10000
Matricule 65042	1500	2000	7500
Matricule 65164	1500	4000	10000
Matricule 65322	1500	4000	10000
Matricule 65340	1500	4000	10000
Matricule 65494	1500	2000	7500
Matricule 65580	1500	2000	7500
Matricule 65630	1500	2000	7500
Matricule 65724	1500	2000	7500
Matricule 65764	1500	2000	7500
Matricule 65778	1500	2000	7500
Matricule 65848	1500	4000	10000
Matricule 65850	1500	4000	10000
Matricule 65862	1500	4000	10000
Matricule 66010	1500	2000	7500
Matricule 66022	1500	2000	7500
Matricule 66048	1500	4000	10000
Matricule 66050	1500	2000	7500
Matricule 66334	1500	4000	10000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/4 du 20 juil. 2021 du directeur régional
COMBE Roger

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interrégionale
de la protection judiciaire de la jeunesse
Sud-Est**

Nice, le **22 JUL. 2021**

ARRÊTÉ

portant désignation d'instructeurs dans le cadre de la procédure d'autorisation relative à la prise en charge de 340 mesures de réparation pénale ordonnées par l'autorité judiciaire pour des mineurs âgés de 10 à 18 ans au titre de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante dans le département des Alpes-Maritimes

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles R. 313-5 et R. 313-5-1 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu la circulaire du 2 décembre 2010 précisant les modalités d'application pour les établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse des dispositions issues de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 relatives aux établissements et services sociaux et médicaux-sociaux ;

Vu la circulaire N° DGCS/SD5B/2014/287 du 20 octobre 2014 relative à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu l'arrêté du 28 janvier 2021 fixant le calendrier prévisionnel d'un appel à projet pour l'année 2021 dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux – service de réparation pénale ;

Vu l'arrêté du 28 janvier 2021 fixant le calendrier prévisionnel d'un appel à projet pour l'année 2021 dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux – service de réparation pénale ;

Vu l'avis d'appel à projet du 27 avril 2021 (publié au recueil spécial 108.2021) relatif à la prise en charge de 340 mesures de réparation pénale à l'année dans le département des Alpes-Maritimes, ordonnées par l'autorité judiciaire, pour des mineurs, garçons et filles âgés de 10 à 18 ans au titre de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante (du code de justice pénale des mineurs à compter du 30 septembre 2021) ;

Sur proposition de Monsieur le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse sud-est,

ARRÊTE

1

Article 1^{er} : Sont désignés en qualité d'instructeurs, dans le cadre de la procédure d'autorisation d'un service de réparation pénale mettant en œuvre des mesures de réparation pénale au titre de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (protection judiciaire de la jeunesse) dans le département des Alpes-Maritimes :

- Patricia SCHWEITZER, conseillère technique à la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse des Alpes-Maritimes ;
- Ludovic LEPHAY, conseiller technique à la direction interrégionale de la protection judiciaire de de la jeunesse du Sud-Est.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R. 313-5-1 du code de l'action sociale et des familles, les instructeurs s'assurent de la régularité administrative des candidatures, le cas échéant en demandant aux candidats de compléter les informations fournies en application du 1° de l'article R. 313-4-3 dudit code. Ils vérifient le caractère complet des projets et l'adéquation avec les besoins décrits par le cahier des charges. Ils établissent un compte rendu d'instruction motivé sur chacun des projets et peuvent en proposer le classement selon les critères prévus par l'avis d'appel à projet sur demande des coprésidents de la commission.

Les comptes rendus d'instruction sont rendus accessibles aux membres de la commission d'information et de sélection au plus tard quinze jours avant la réunion de la commission.

Les instructeurs sont entendus par la commission d'information et de sélection sur chacun des projets. Ils ne prennent pas part aux délibérations de la commission. Ils y assistent pour établir le procès-verbal.

Article 3 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : En application des dispositions des articles R. 312-1 et R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours administratif gracieux devant le préfet du département des Alpes-Maritimes, autorité signataire de cette décision ou d'un recours administratif hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs CS 61039 06 050 NICE Cedex 1.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application *Télérecours citoyens* accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 5 : Le préfet du département des Alpes-Maritimes et le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait, à Nice

Le 22 JUL. 2021

Le Préfet

Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de cabinet
CAB 4576



Benoît HUBER



Nice, le **22** **JUIL.** 2021

ARRÊTÉ

Portant réquisition de la société SONITHERM pour l'exploitation de l'Unité de valorisation énergétique (UVE) de l'Ariane à Nice

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2215-1 :

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le «contrat de concession de chauffage urbain de Nice Est» en date du 20 octobre 1978 par lequel la Ville de Nice, à laquelle est désormais substituée la Métropole Nice Côte d'Azur, a concédé à la société SONITHERM la production de vapeur à partir des résidus urbains dans l'Unité de Valorisation Énergétique de l'Ariane (UVE) et la distribution de la chaleur sur la partie Est du territoire de la commune ainsi que ses 31 avenants, dont l'échéance est fixée au 22 juillet 2021 ;

Vu le courrier adressé par la Métropole Nice Côte d'Azur au préfet des Alpes-Maritimes en date du 7 juillet 2021 ;

Considérant que l'UVE de l'Ariane :

- réceptionne et traite en moyenne plus de 800 tonnes chaque jour de déchets ménagers et assimilés (DMA) en provenance principalement du territoire métropolitain mais également du département des Alpes-Maritimes, de boues de la station d'épuration de Nice Haliotis, de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) et de déchets d'activité économique (DEA), d'une part,
- alimente en eau chaude et en vapeur près de 11 000 équivalent logements dont le CHU de Nice est le principal consommateur sur le secteur de Nice Est, d'autre part,

Considérant que l'attribution et la prise d'effet des nouveaux contrats de concession de service public, portant pour l'un sur l'exploitation du centre de valorisation de

l'Ariane et pour l'autre sur l'exploitation du réseau public de chaleur de Nice Est, ont été retardées en raison de la pandémie de COVID-19, et plus particulièrement des confinements successifs et interdictions de déplacement qui ont empêché les entreprises candidates de visiter l'usine à la période prévue dans le calendrier des deux procédures d'attribution des nouveaux contrats de concession,

Considérant que l'interruption de fonctionnement de l'UVE constituerait une menace grave et sérieuse à la salubrité et la sécurité publiques en privant :

- la Métropole Nice Côte d'Azur et les autres utilisateurs de cette installation d'un exutoire local indispensable, au vu du déficit de capacité de stockage et de traitement des déchets au sein de la région PACA, qui ne permet pas de disposer à proximité d'un autre site de substitution ;

Les autres utilisateurs étant les établissements publics tiers du département des Alpes-Maritimes (CARF, CCPP, et SMED), les centres hospitaliers et autres établissements de santé producteurs de DASRI et les entreprises productrices de DEA.

- les abonnés du réseau de chauffage urbain de Nice Est tels que les logements ou les bâtiments publics d'eau chaude sanitaire ainsi que le CHU Pasteur et l'hôpital Sainte-Marie, de vapeur indispensable à leurs besoins techniques (eau chaude sanitaire, stérilisation du matériel chirurgical) pour maintenir leur continuité de service.

Considérant que l'interruption de l'exploitation de l'UVE présente un risque pour la salubrité publique, d'une part en provoquant une accumulation de déchets ménagers en l'absence de zone de stockage dédiée à cet effet dans le département, d'autre part en entraînant la prolifération de nuisibles ;

Considérant que la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ne dispose pas d'installations en capacité de traiter les déchets qui ne pourront pas être accueillis à l'UVE de l'Ariane du 23 juillet au 11 septembre 2021 durant cette même période ;

Considérant qu'au titre de ses pouvoirs de police administrative spéciale, il appartient au Préfet de prendre toutes les mesures utiles lorsqu'une atteinte prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité ou à la sécurité publiques l'exige ;

Considérant que les services de l'État dans les Alpes-Maritimes ne disposent ni des moyens humains, ni des moyens matériels nécessaires à la poursuite de l'exploitation de l'équipement ,

Considérant que la nécessité de préserver, l'ordre public compte tenu des atteintes prévisibles à salubrité publique en cas d'arrêt de l'UVE, exige que l'exploitation de cet équipement se poursuive sans interruption et que la société SONITHERM dispose du personnel, du matériel et du savoir-faire indispensables à l'exercice immédiat de cette mission de traitement des déchets et de fourniture de chaleur aux abonnés du réseau de chauffage urbain de Nice Est ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRÊTE

Article 1er : Conformément aux dispositions du 4° de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, la société SONITHERM, représentée par Messieurs Fabrice TENNESON et Gilles PEYROUTET, co-gérants, domiciliée 33 boulevard de l'Ariane, 06300 Nice, est réquisitionnée, , aux fins d'assurer :

- d'une part, le traitement par incinération au moyen de l'UVE de l'Ariane et dans sa limite de capacité, des DMA de la Métropole Nice Côte d'Azur et d'autres établissements publics tiers, des boues de la station d'épuration Haliotis, des DASRI du département des Alpes-Maritimes et de la Principauté de Monaco et des DEA des entreprises avec production et commercialisation de l'énergie produite (chaleur et électricité),

- d'autre part, le transport, la distribution et la commercialisation de la chaleur sous forme de vapeur et d'eau chaude aux abonnés du réseau de chauffage urbain de Nice Est, dans le périmètre géographique défini à l'annexe 1 (annexes 1.1, 1.2.1, 1.2.2., 1.2.3 et 1.2.4)

Article 2 : Les prestations confiées à la société SONITHERM dans le cadre de cette réquisition sont détaillées au présent article.

La société SONITHERM a la charge de la conduite, de l'entretien, de la maintenance et du contrôle des ouvrages constituant l'UVE et le réseau de chauffage urbain de Nice Est dans le respect de la continuité de service, des lois et règlements en vigueur et selon les conditions et prescriptions techniques préexistantes telles que prévues par le contrat de concession arrivant à échéance le 22 juillet 2021.

La liste des principaux ouvrages de l'UVE et du réseau de chauffage urbain de Nice Est est jointe en annexe 2.

Les moyens humains dont dispose SONITHERM sont listés en annexe 3 étant précisé que des moyens complémentaires issus des deux sociétés actionnaires sont également mobilisables.

Le fonctionnement de l'UVE et du réseau de chauffage urbain de Nice est assuré de manière continue 7 jours sur 7, 24h/24.

La société SONITHERM est tenue, de manière prioritaire :

- de traiter les déchets ménagers et assimilés de la Métropole,
- et de produire de la vapeur pour les besoins du réseau de chauffage urbain de Nice Est.

En cas d'arrêts imprévus partiel ou total de l'UVE, ne permettant plus de traiter la totalité des déchets ménagers et assimilés de la Métropole et/ou de fournir la chaleur nécessaire aux abonnés du réseau de chauffage urbain de Nice Est, la société SONITHERM devra sans délai trouver et mettre en œuvre un dispositif de substitution. Les frais occasionnés par la mise en place de ce dispositif seront répercutés à l'euro-l'euro et facturés à la Métropole sur présentation de justificatifs.

Il est précisé par ailleurs que le traitement des encombrants ménagers de la Métropole est exclu des prestations de la présente réquisition.

Article 3 : Dans le cadre de cette réquisition, la société SONITHERM mettra en œuvre tous les moyens qui concourent à la bonne exécution de ces prestations.

Article 4 : La réquisition est exécutoire à compter du vendredi 23 juillet 2021 et jusqu' au 11 septembre 2021.

Article 5 : La société SONITHERM sera indemnisée par la Métropole Nice Côte d'Azur, conformément aux dispositions de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, selon les mêmes modalités que celles dont elle bénéficiait en application du contrat de concession arrivé à échéance le 22 juillet 2021 en précisant toutefois le dispositif mis en place pour les dépenses de maintenance des équipements.

En ce qui concerne les dépenses ne faisant pas l'objet d'un prix dans le cadre du contrat susmentionné, notamment les dépenses de maintenance ne pouvant être différées, la société sera indemnisée dans la limite de la compensation des frais directs, matériels et certains résultant de l'application du présent arrêté.

Dans les conditions prévues au code de justice administrative, le tribunal administratif pourra accorder au requis, à sa demande, une provision couvrant tout ou partie de l'indemnité à venir.

Article 6 : A défaut d'exécution du présent ordre de réquisition, il pourra être procédé à son exécution d'office. La personne requise s'expose aux sanctions pénales ou administratives prévues à l'article L2215-1, 4^e du code général des collectivités territoriales.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Nice dans les deux mois à compter de sa notification.

Article 8 : Le présent ordre de réquisition sera notifié à Messieurs Fabrice TENNESON et Gilles PEYROUTET, co-gérants de la société SONITHERM et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Directeur départemental des Finances publiques
- à la Directrice départementale de la Protection des Populations
- à la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- au Président de la Métropole Nice Côte d'Azur

Article 9 : Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet des Alpes-Maritimes
C/B 4352

Bernard GONZALEZ

ANNEXES

Vu pour être annexé à mon arrêté en date du **22 JUIL. 2021**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized vertical stroke and a horizontal stroke at the bottom.

Annexe 1 :

Périmètre géographique des prestations

Annexe 1.1 – Périmètre de l'UVE

Annexe 1.2.1 – Périmètre du réseau sous-station Nice est

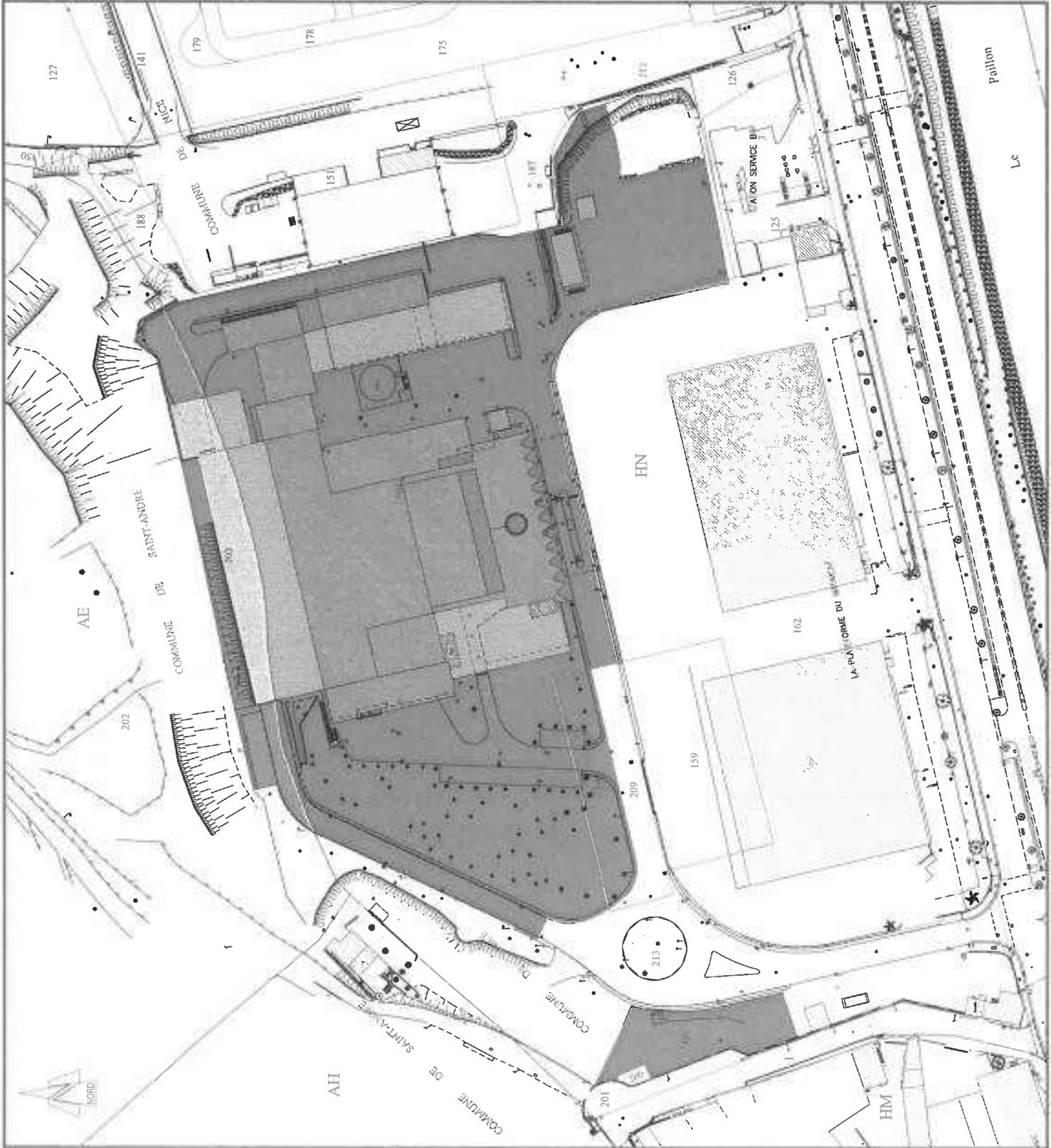
Annexe 1.2.2 – Périmètre du réseau basse pression Nice Ariane

Annexe 1.2.3 – Périmètre du réseau basse pression Nice Est

Annexe 1.2.4 – Périmètre du réseau vapeur

4 -

REVUE n° 1



Direction Générale des services Adjointes - Ressources et Mutualisation
 Direction des Espaces
 Direction unitaire Nice Côte d'Azur / Ville de Nice
 Service Techniques Foncières

MÉTROPOLÉ
 NICE CÔTE D'AZUR

Commune de NICE
 Section : HN

Commune de SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE
 Section : AE
 Adresse : 33, Bd. de l'Ariane

PLAN PARCELLAIRE
 Echelle: 1/500
 Dossier n°: 13.22004
 Plan n°: 00332304
 Dessiné le: 26/07/2013
 Mis à jour le: 20/05/2014
 Dessinateur: JP

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
 USINE D'INCINERATION DE L'ARIANE
 ZONE D'EXPLOITATION**

PROPRIÉTÉ COMMUNALE OBJET DE LA D.S.P.

HN 17200 (625 m ²) - S = 695 m ²	Site n° 10829 m ²	21573 m ²
HN 17210 (6195 m ²) - S = 6195 m ²		
Site n° 10830 m ²		
Site n° 10831 m ²		
Site n° 10832 m ²		
Site n° 10833 m ²		
Site n° 10834 m ²		
Site n° 10835 m ²		
Site n° 10836 m ²		
Site n° 10837 m ²		
Site n° 10838 m ²		
Site n° 10839 m ²		
Site n° 10840 m ²		
Site n° 10841 m ²		
Site n° 10842 m ²		
Site n° 10843 m ²		
Site n° 10844 m ²		
Site n° 10845 m ²		
Site n° 10846 m ²		
Site n° 10847 m ²		
Site n° 10848 m ²		
Site n° 10849 m ²		
Site n° 10850 m ²		
Site n° 10851 m ²		
Site n° 10852 m ²		
Site n° 10853 m ²		
Site n° 10854 m ²		
Site n° 10855 m ²		
Site n° 10856 m ²		
Site n° 10857 m ²		
Site n° 10858 m ²		
Site n° 10859 m ²		
Site n° 10860 m ²		
Site n° 10861 m ²		
Site n° 10862 m ²		
Site n° 10863 m ²		
Site n° 10864 m ²		
Site n° 10865 m ²		
Site n° 10866 m ²		
Site n° 10867 m ²		
Site n° 10868 m ²		
Site n° 10869 m ²		
Site n° 10870 m ²		
Site n° 10871 m ²		
Site n° 10872 m ²		
Site n° 10873 m ²		
Site n° 10874 m ²		
Site n° 10875 m ²		
Site n° 10876 m ²		
Site n° 10877 m ²		
Site n° 10878 m ²		
Site n° 10879 m ²		
Site n° 10880 m ²		
Site n° 10881 m ²		
Site n° 10882 m ²		
Site n° 10883 m ²		
Site n° 10884 m ²		
Site n° 10885 m ²		
Site n° 10886 m ²		
Site n° 10887 m ²		
Site n° 10888 m ²		
Site n° 10889 m ²		
Site n° 10890 m ²		
Site n° 10891 m ²		
Site n° 10892 m ²		
Site n° 10893 m ²		
Site n° 10894 m ²		
Site n° 10895 m ²		
Site n° 10896 m ²		
Site n° 10897 m ²		
Site n° 10898 m ²		
Site n° 10899 m ²		
Site n° 10900 m ²		

Commune de SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE
 Parcelle cadastrale
 Section cadastrale





MÉTROPOLE
NICE CÔTE D'AZUR

Direction Générale Adjointe - Aménagement, Logement et Mobilité
Direction Aménagement et Urbanisme
Service Foncier
Techniques Foncières

<p>Commune de NICE</p> <p>Lieu-dit : Pasteur</p> <p>Section : HD</p>	<p>PLAN PARCELLAIRE</p> <p>Echelle : 1/500</p> <p>Dressé le : 16/09/2014</p> <p>Dessinateur : JP</p>
---	---

CHAUFFERIE NICE

RACCORDEMENT VAPEUR CHU PASTEUR

CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE

PASSAGE DE CANALISATIONS

LEGENDE

■ Servitude de passage de canalisations en tréfonds et en aérien

■ Type autorité : Se = 88 m² - Largeur = 1.2 m - Linéaire = 48 m

■ Rack de liaison : Se = 4 m² - Largeur = 2.3 m - Longueur = 1.7 m

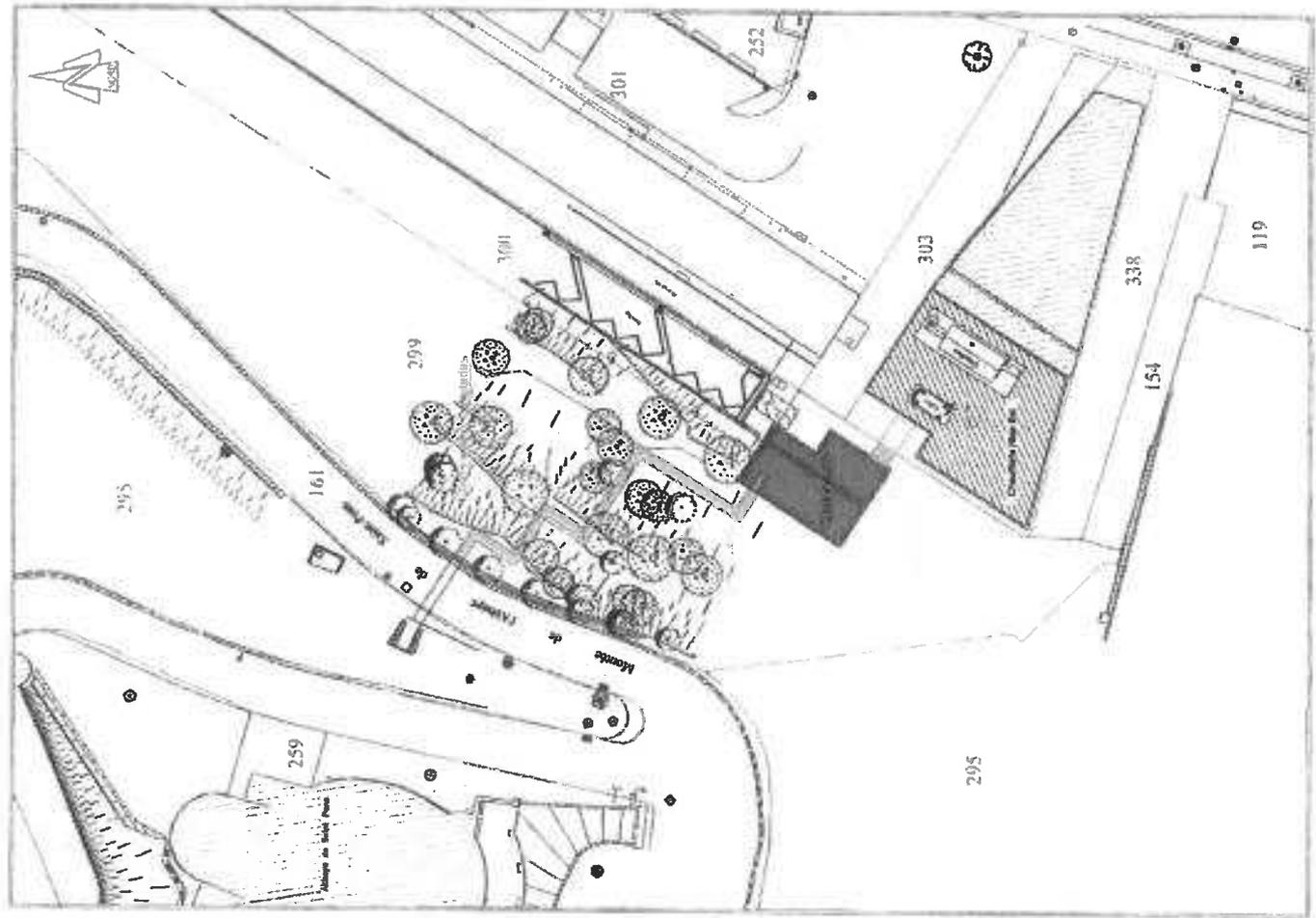
■ Fond dominant : HD n°337 [NCA Chauffage Pasteur] Fond servant : HD n°299 [Ville de Nice]

■ Parcelle cadastrale

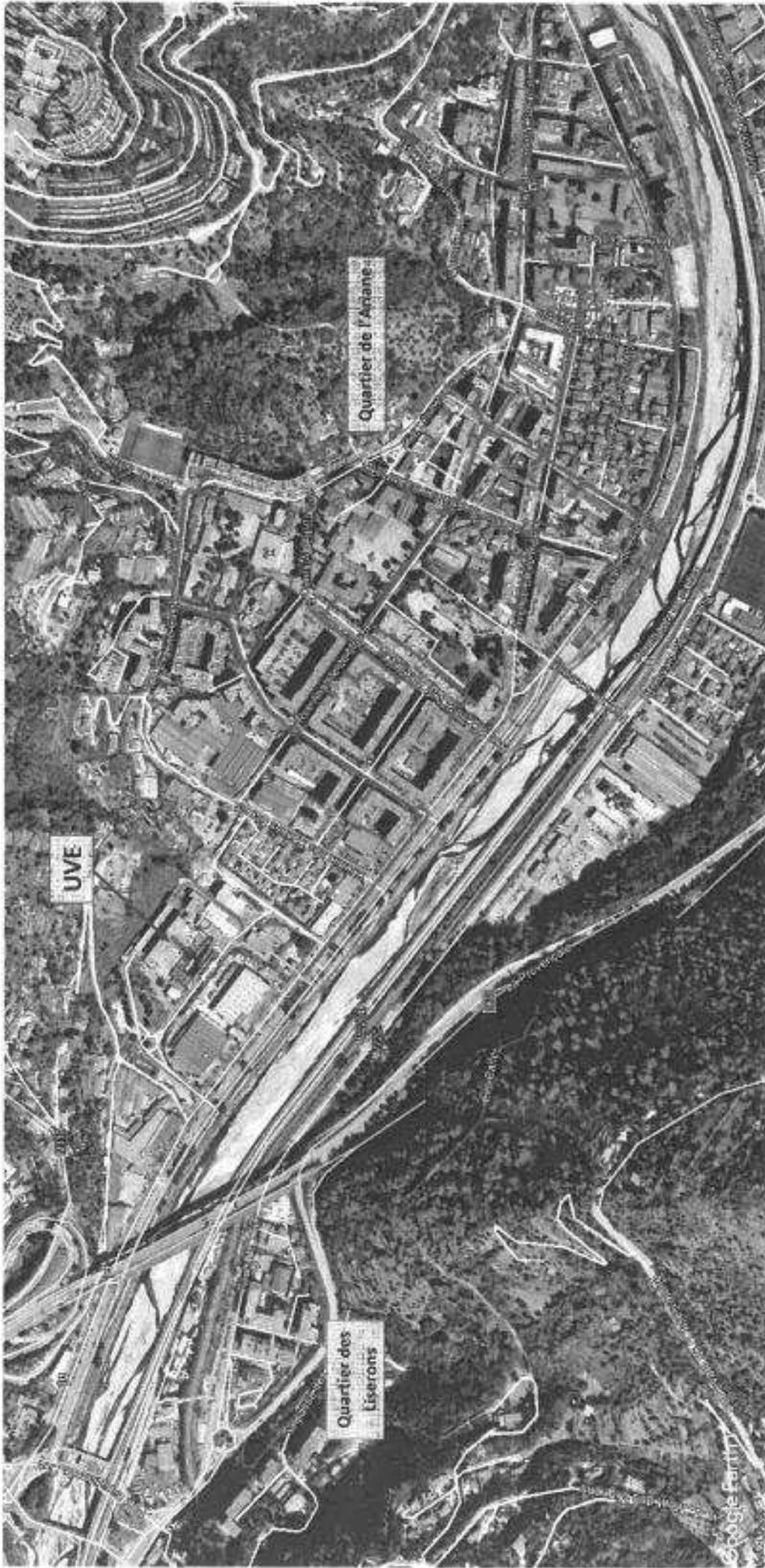
Approbation de servitude autorisée par arrêté municipal en vertu de l'article 1714 du Code de Commerce. Le cadastre, document public, est communiqué à usage strictement personnel et ne peut être réutilisé sans autorisation écrite de la Métropole. Toute réimpression, reproduction ou utilisation non autorisée est formellement interdite. Le présent document est propriété de la Métropole. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Métropole est formellement interdite.



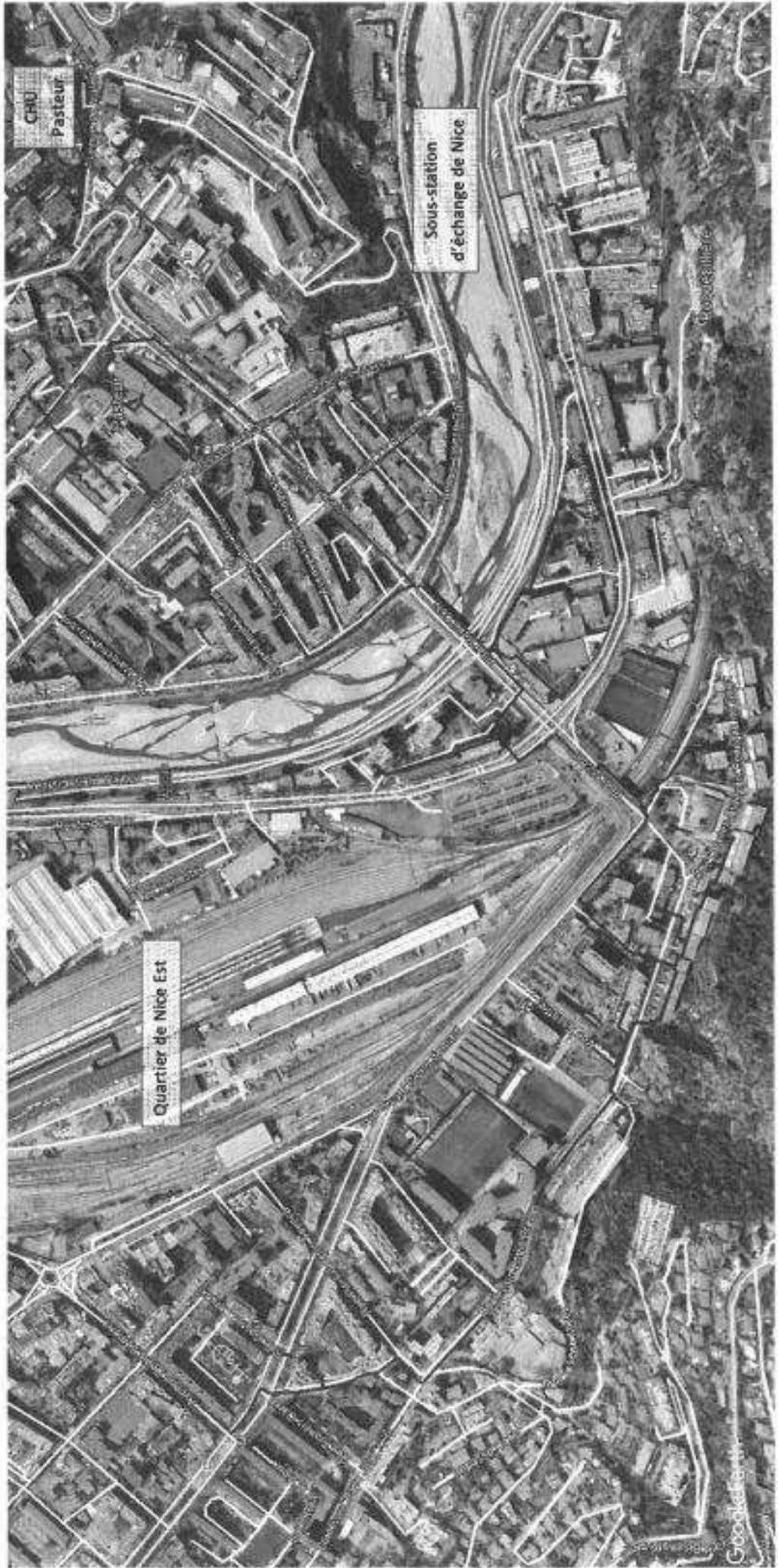
PLAN DE SITUATION - A01 - 1/25000



Réseau basse pression Nice Ariane



Réseau basse pression Nice Est



Réseau Vapeur



Annexe 2 :

Principaux ouvrages de l'UVE et du réseau de chaleur

Liste des principaux ouvrages relatifs à l'UVE :

- 4 fours-chaudières d'une capacité de 54 t/h associés à des lignes de traitement des fumées produisant 120 t/h de vapeur surchauffée,
- 1 unité de traitement des effluents issus du lavage des fumées
- 1 unité de séchage des boues d'une capacité de 21 000 t/an
- 2 turbo-alternateurs d'une puissance de 14 MW pour les besoins en électricité de l'installation et la distribution sur le réseau Enedis
- 2 chaufferies annexes au gaz d'une puissance de 40 MW assurant le secours de production pour le réseau de chaleur de Nice Est

Liste des principaux équipements relatifs au réseau de chaleur de Nice Est :

- 1 réseau enterré sur Nice Ariane de 14 292 mètres linéaires distribuant de l'eau chaude basse pression (105°C à 6 bars) alimentant 62 sous-stations
- 1 réseau enterré sur Nice Est de 10 059 mètres linéaires distribuant de l'eau chaude basse pression (105°C à 6 bars) alimentant 39 sous-stations
- 1 réseau vapeur enterré entre l'UVE et la sous-station d'échange de Nice Est de 2 859 mètres linéaires distribuant de la vapeur (250°C à 16 bars) à 7 sous-stations
- 1 sous-station d'échange vapeur/eau de Nice Ariane située dans l'enceinte de l'UVE
- 1 sous-station d'échange vapeur/eau de Nice Est située boulevard Maccario
- 1 chaudière gaz implantée sur le site de la sous-station d'échange de Nice Est de 15 t/h de vapeur à 18 b assurant notamment le secours de production pour le CHU Pasteur

4 -

Annexe 3 :

Moyens humains de la société Sonitherm

Sonitherm dispose d'une équipe de 59 personnes répartie comme suit :

Equipe d'encadrement et administrative : 3 personnes

- 1 directeur d'établissement
- 1 assistance de direction
- 1 chargée de prévention/sécurité

Equipe support : 3 personnes

- 1 responsable administratif et financier
- service approvisionnement composé de 2 personnes

Equipe pour l'exploitation de l'UVE : 28 personnes

- 1 responsable exploitation
- 6 équipes de quart travaillant en 3 x 8 heures composées d'1 chef de quart, d'1 chef de bloc et d'1 pontier totalisant 21 personnes
- 1 responsable des 3 services périphériques listés ci-après
- service périphérique des boues composé d'1 responsable et d'1 agent d'exploitation
- service périphérique de la production d'eau, du traitement des fumées et des effluents composé de 2 agents d'exploitation
- service périphérique de la chaufferie annexe composé d'1 agent d'exploitation

Equipe pour la maintenance : 18 personnes

- 1 responsable maintenance supervisant les 4 services listés ci-après
- service mécanique composé d'1 chef de service et de 7 mécaniciens
- service électricité composé d'1 chef de service et de 3 électriciens
- service instrumentation composé d'1 chef de service, d'1 instrumentiste et d'1 chimiste
- service magasin composé de 2 magasiniers

Equipe process et grands travaux : 3 personnes

Equipe pour l'exploitation du réseau de chaleur de Nice Est : 4 personnes



S O M M A I R E

A.R.S	PACA.....	2
	Delegation Departementale des AM.....	2
	sante environnement.....	2
	AP 2021.768 Nice cadastre LE 243 . Lot 35	2
	AP 2021.770 abgrog. 21.656 RLP reglemt.conso.eau.....	5
D.D.I.....		8
	D.D.P.P.....	8
	sante protection animale environnement.....	8
	AP 2021.767 Requisition except. operation equarrissage.....	8
	D.D.T.M.....	11
	Environnement.....	11
	AP 2021.146 Amirat application du regime forestier.....	11
	AP 2021.145 Comp. CDPENAF modif.....	13
	Logement.....	16
	AP 2021.771 Dt Preemp. EPF Paca Antibes 1400 ch.des Combes.....	16
	AP 2021.772 Dt Preemp.EPF Paca La Trinite 7.9 bd Suarez.....	19
	Transports et Deplacements.....	22
	AP 2021.57 Lev. prescript.B4.1 AP2019.159 aut. L2 Tramways.....	22
Direction generale des douanes et Droits indirects.....		24
	DR Nice.....	24
	Delegation Subdeleg. signature pouvoir procuration designat.....	24
	Dec. 2021.4 Subdeleg.domaines gracieux contentieux...annexes.....	24
Ministere de la Justice.....		80
	DIRPJJ Sud Est.....	80
	Protection judiciaire jeunesse.....	80
	Design.instructeurs mineurs 10 .18ans enfance delinquante AM.....	80
Prefecture des Alpes-Maritimes.....		82
	Direction Elections et Legalite.....	82
	Affaires juridiques et légalité.....	82
	Nice Requisition ste Sonitherm exploit. UVE Ariane.....	82

Index Alphabétique

AP 2021.145 Comp. CDPENAF modif.....	13
AP 2021.146 Amirat application du regime forestier.....	11
AP 2021.57 Lev. prescript.B4.1 AP2019.159 aut. L2 Tramways.....	22
AP 2021.767 Requisition except. operation equarrissage.....	8
AP 2021.768 Nice cadastre LE 243 . Lot 35	2
AP 2021.770 abgrog. 21.656 RLP reglemt.conso.eau.....	5
AP 2021.771 Dt Preemp. EPF Paca Antibes 1400 ch.des Combes.....	16
AP 2021.772 Dt Preemp.EPF Paca La Trinite 7.9 bd Suarez.....	19
Dec. 2021.4 Subdeleg.domaines gracieux contentieux...annexes.....	24
Design.instructeurs mineurs 10 .18ans enfance delinquante AM.....	80
Nice Requisition ste Sonitherm exploit. UVE Ariane.....	82
D.D.P.P.....	8
D.D.T.M.....	11
DIRPJJ Sud Est.....	80
DR Nice.....	24
Delegation Departementale des AM.....	2
Direction Elections et Legalite.....	82
A.R.S PACA.....	2
D.D.I.....	8
Direction generale des douanes et Droits indirects.....	24
Ministere de la Justice.....	80
Prefecture des Alpes-Maritimes.....	82